



**HAL**  
open science

## Daniel Rousselot-Pailley : témoignage

Denis Poupardin, Bernard Desbrosses, Daniel Rousselot Pailley

### ► To cite this version:

Denis Poupardin, Bernard Desbrosses, Daniel Rousselot Pailley. Daniel Rousselot-Pailley : témoignage. Archorales : les métiers de la recherche, témoignages, 7, Editions INRA, 198 p., 2002, Archorales, 2-7380-1021-0. hal-02825587

**HAL Id: hal-02825587**

**<https://hal.inrae.fr/hal-02825587>**

Submitted on 6 Jun 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

**R**ousselot-Pailley *Daniel*, Bordeaux, le 21 septembre 1998 et le 2 octobre 2000

**D.R.P.** — Je suis né à Vernantais, dans le Jura, en 1935. Mon père était instituteur. Je suis donc originaire du milieu rural. J'ai fait mes études secondaires à Lons-le-Saunier et après deux années de classe préparatoire à Besançon, je suis entré à l'École Nationale Supérieure Agronomique de Montpellier en 1956.

**D.P./B.D.** — **Qu'avez-vous pensé de l'enseignement que vous y avez reçu ? Originaire d'un pays d'élevage, vous vous êtes retrouvé à Montpellier dans une école d'agronomie, dans une région peu portée traditionnellement vers la zootechnie.**

**D.R.P.** — Il est vrai que la chaire de zootechnie de Montpellier ne comptait pas parmi les plus brillantes. Si je me souviens bien du chef de travaux, qui s'appelait Marcel Benevent, j'ai par contre complètement oublié le nom du professeur de zootechnie, ce qui prouve que son enseignement ne m'a pas beaucoup marqué.

L'École de Montpellier était tournée essentiellement vers la vigne, avec une équipe professorale importante, mais la vigne et le vin ne m'attiraient pas particulièrement. La spécialisation que j'ai faite n'a pas eu de rapports non plus avec la zootechnie. J'ai opté, en effet, pour le machinisme agricole avec le professeur Roger Lacombe. Sorti de Montpellier en 1959, je suis parti sous les drapeaux, en janvier 1960.

**D.P./B.D.** — **Quelle a été la durée de votre service militaire ?**

**D.R.P.** — Je m'étais marié à la fin de mes études à Montpellier et j'ai eu un enfant fin 1959. Je suis donc resté en métropole pendant les 24 mois de mon service. Libéré des obligations militaires au début de l'année 1962, je me suis mis en quête d'un emploi. A ce moment-là, j'ai repensé aux animaux et surtout aux bovins dans la mesure où le Jura, département d'élevage laitier, offrait une palette très large d'organismes professionnels (Centre d'insémination artificielle, Contrôle laitier, etc.) qui auraient pu correspondre à mes goûts. Malheureusement, il n'y avait pas d'emploi disponible dans l'immédiat. Étant marié, père de famille et avec des parents de condition modeste, il était urgent que je travaille. J'ai donc répondu à l'offre d'emploi de la station d'Artiguères, dans les Landes, à côté de Mont-de-Marsan.

**D.P./B.D.** — **D'où venait cette offre d'emploi et en quoi consistait-elle ?**

**D.R.P.** — Cette offre d'emploi, que j'avais trouvée dans une revue professionnelle, était liée à l'histoire d'Artiguères. Je suis, en effet, arrivé sur ce site en même temps que l'INRA (le 15 janvier 1962). La station d'Artiguères avait été créée en 1949 par les conserveurs de foie gras du Sud-Ouest. A l'origine, c'était une sorte de ferme pilote à laquelle ses promoteurs avaient assigné l'objectif de mettre au point quelques normes d'élevage pour les palmipèdes, principalement les oies à l'époque. Il s'agissait d'apprendre à mieux maîtriser cette production locale qui était conduite de façon tout à fait traditionnelle, c'est-à-dire sans règles claires, sur le terrain.

Au bout de quelques années (ce devait être en 1953), compte tenu des moyens humains et matériels qu'il fallait mobiliser pour rendre cet outil de travail performant, les conserveurs de foie gras avaient placé cette petite station sous le contrôle du Centre Technique de la Conservation des Produits Agricoles (C.T.C.P.A.). Cette structure fonctionnait avec différentes sources de finance-

---

ment, notamment des subventions du Ministère de l'Agriculture et des taxes parafiscales en complément de recettes propres. Les responsables du CTCPA, qui n'avaient pas une vocation de chercheurs zootechniciens, avaient pris des contacts avec des gens susceptibles de leur apporter leur concours, à la fois dans le domaine de la sélection et dans celui de la mise au point de normes d'élevage. Des rapports avaient donc été établis d'une part avec l'École Nationale Vétérinaire de Maisons-Alfort (je ne saurais trop dire pourquoi, si ce n'est la conséquence de relations humaines existant entre les gens présents à l'époque dans les deux institutions), et d'autre part avec l'INRA, ce dernier s'étant alors déjà plus ou moins investi dans certains travaux pour répondre à des questions concrètes posées par ses interlocuteurs. Les responsables du CTCPA et son directeur général, Bernard Vuatrin, qui avait connu René Péro à l'Agro, avaient vite considéré que l'INRA était l'organisme le plus qualifié pour mener à bien les travaux envisagés. L'INRA et le CTCPA avaient donc passé une convention en 1961, qui est entrée en vigueur au début de l'année 1962.

A l'époque, le directeur nommé à la tête de cette station était Georges Monachon, un ingénieur agronome lui aussi, qui venait d'Afrique du Nord. Il avait été exploitant agricole avant d'être rapatrié en métropole, où il avait travaillé dans le technico-commercial. Il était devenu directeur de la station d'Artiguères au milieu de l'année 1961, c'est-à-dire six mois avant la reprise officielle par l'INRA, pour la passation des consignes avec le directeur précédent, qui était Jean Gravier.

**D.P./B.D. — Est-ce Georges Monachon qui vous a recruté ? Si oui, quel était le profil du poste proposé ?**

**D.R.P. —** C'était un poste d'ingénieur chargé de la vulgarisation. Il était financé par la Confédération Française de l'Aviculture (CFA) et mis à disposition de l'INRA. Georges Monachon était ingénieur INRA. A la fin de l'année 1961, lorsque je suis venu à Artiguères pour discuter avec Monachon, j'ai trouvé que sa proposition était intéressante. Pour moi c'était nouveau. Il s'agissait d'élevage d'oies et non pas de bovins. C'est peut-être là que j'ai vu véritablement, pour la première fois, des oies parce que, bien qu'il y en ait partout, on n'en voit jamais. Et puis, il y avait tout à découvrir. Il ne semblait pas difficile d'obtenir des résultats dans la mesure où il n'existait rien du tout. J'ai donc accepté le poste.

J'ai débarqué à Benquet (c'est le village sur lequel est implantée la station), le 15 janvier 1962, avec ma femme et mes deux enfants. A l'époque, le Jura ne passait pas pour un pays particulièrement développé mais les Landes... J'avoue que je me souviendrai toute ma vie de cette arrivée. Je n'avais pas de voiture. Nous avons donc voyagé en train avec le peu de choses que nous possédions. Pour rallier Mont-de-Marsan à partir de Lons-le-Saunier, "*ça n'était pas de la tarte*"! Il fallait passer par Lyon et le Massif Central pour rejoindre Bordeaux, changer de train à Bordeaux, puis à Morcenx. Le pire a été, quand nous sommes arrivés à Morcenx, de prendre la liaison Morcenx-Mont-de-Marsan. A l'époque, de Bordeaux à Mont-de-Marsan, il n'y avait que des forêts. On ne voyait pas d'habitation (aujourd'hui encore quand on se promène dans les Landes, ce n'est pas évident d'en voir !). L'autorail dans lequel nous avons pris place à Morcenx était chauffé au bois. Un grand poêle à bois occupait une partie du sas qu'empruntaient les voyageurs pour accéder aux sièges et le chef de train venait le remplir de temps en temps. Ça marque... ! Nous nous demandions dans quel bled nous allions atterrir. A la gare de Mont-de-Marsan, Monachon est venu nous accueillir avec le véhicule de la station, une 403 break et, dans un premier temps, j'ai logé à la station. Il y avait trois chambres qui existent toujours d'ailleurs et qui servaient à loger des stagiaires ou des gens de passage, en particulier des personnels du CTCPA qui venaient faire des contrôles sur des parcelles expérimentales de l'antenne "*asperges*" du domaine. A titre provisoire, on m'avait attribué deux chambres et une cuisine que j'ai occupées avec ma famille, mais très rapidement, j'ai dû me mettre en quête d'un logement à l'extérieur.

Très vite, l'INRA a ouvert sur le domaine d'Artiguères un poste d'ingénieur. J'ai postulé. Je suis donc devenu ingénieur INRA (3A à l'époque), le 1er décembre 1963, après avoir passé un petit examen devant un jury composé de deux ou trois personnes. A l'époque, j'avais été amené à redéfinir mes orientations de travail par rapport au profil de l'emploi pour lequel j'avais été recruté. Il m'était, en effet, très vite apparu que le concept d'ingénieur-développement était inadéquat dans la mesure où il était difficile de vulgariser des choses qui n'existaient pas encore. Il valait mieux commencer par engager des recherches et ensuite éventuellement vulgariser leurs résultats.

---

**D.P./B.D. — Quels étaient les chercheurs impliqués dans les premiers travaux de recherche que vous avez engagés ?**

**D.R.P.** — Après la reprise du domaine par l'INRA, les relations avec les scientifiques se sont progressivement confortées et notamment avec la Station de Recherches Avicoles de Tours. Les intervenants de l'époque étaient Jean-Pierre Boyer, un généticien, qui était également directeur de la SRA. Il y avait aussi Claude Calet, nutritionniste, qui lui a succédé à la direction de la station. Je me souviens également de Pierre Delpech, qui est ensuite parti dans l'enseignement à l'École de Grignon et de Louis Lacassagne. Puis est arrivée la génération de Bernard Leclercq. Les relations se sont également développées avec la pathologie (à l'époque Jacques Aycardi). Tous ces gens avaient pour mission d'assurer la tutelle scientifique des travaux conduits sur le domaine expérimental d'Artiguères.

**D.P./B.D. — La station était spécialisée dans l'élevage des oies. Pourriez-vous nous parler de la place qu'occupaient cet élevage dans les systèmes de production agricole de la région ? Que cherchiez-vous à développer comme techniques nouvelles ?**

**D.R.P.** — A l'époque, quand on parlait de foie gras, il ne s'agissait que du foie gras d'oie. Le développement de la production de foie gras de canard, qui occupe actuellement une place prédominante, est venu plus tardivement.

La production d'oies était aux mains de toutes petites exploitations familiales. Les éleveurs avaient quelques animaux pour la reproduction et faisaient tout eux-mêmes : ils produisaient les oisons, les élevaient et les gavaient. Ensuite, les animaux étaient vendus sur le marché physique. C'est l'époque où nous avons commencé à participer aux jurys des concours de foie gras. Tous les hivers, la plupart des chefs-lieux de canton organisaient leur concours de gras et pendant des années, nous avons fait partie des jurys jusqu'à ce que les contraintes sanitaires finissent par faire disparaître ces manifestations. C'était folklorique, mais aussi très sympathique. Nous avions une vie collective dans la mesure où nous étions très associés à ce que faisait la profession. A ceux qui m'ont reproché de ne pas avoir assez écrit, je réponds que mes interlocuteurs connaissaient depuis longtemps toutes les choses que j'aurais pu écrire, parce que je les leur avais déjà dites moi-même, de vive voix. Il est vrai que l'écrit est aussi destiné à rester, à laisser des traces. Pour revenir à l'élevage des oies, je dirai que les éleveurs très dispersés produisaient pour produire, en vue de vendre leur marchandise. Cette spéculation procurait un revenu secondaire à toutes les exploitations. Il n'y avait pas de spécialisation.

**D.P./B.D. — Quelles étaient alors les autres productions agricoles dans la région ?**

**D.R.P.** — Il y avait beaucoup de maïs et puis dans certaines zones de la Chalosse, c'est-à-dire la partie des Landes vallonnée aux contreforts des Pyrénées, prédominait le système de polyculture-élevage. Il y avait à la fois des oies, des poulets et bien sûr du maïs, qui demeurait quand même la culture de base. Le foie gras, qui se consommait en fin d'année, était en conséquence une production complémentaire faite uniquement à l'automne. Aujourd'hui, 50 à 60 % de l'ensemble du marché sont encore consommés en fin d'année. Les éleveurs



*Remise des prix lors d'un concours de gras, dans les années 60 (à Trie sur Baïse, Hautes-Pyrénées).*

---

gavaient des oisons nés au printemps, relativement âgés (6 mois), à une époque où ils avaient du temps, c'est-à-dire après le ramassage du maïs. Ils pouvaient d'ailleurs tirer parti du produit de cette récolte, bien que la coutume fût plutôt d'utiliser le maïs de l'année précédente, qu'on avait mis en cribs et qu'on avait laissé sécher tranquillement. Ils gavaient donc à ce moment-là et vendaient ensuite leur marchandise sur le marché physique.

**D.P./B.D. — C'est alors qu'ils entraient en relations avec les conserveurs ?**

**D.R.P.** — C'est effectivement à ce moment-là qu'ils rencontraient les conserveurs ou leurs courtiers. Les conserveurs ont toujours fait la loi sur le marché. Ils décidaient du prix d'achat, en fonction des volumes proposés et des qualités qu'ils estimaient. Pourtant, ce sont eux qui ont ressenti la nécessité de créer l'outil expérimental qu'était la station d'Artiguères. La raison est qu'ils n'arrivaient pas à trouver sur le marché une matière première correspondant à leurs besoins de transformateurs. Les producteurs visaient des poids de foie gras élevés parce que plus rémunérateurs. A l'inverse, les transformateurs recherchaient des poids de foie gras plus modérés pour limiter la perte excessive de graisse lors des traitements thermiques. (Globalement, la fonte des foies gras augmente avec le poids, même si cette assertion doit aujourd'hui être nuancée). Les rendements étaient extrêmement mauvais en conserve, même si à l'époque, les normes de stérilisation n'étaient pas aussi contraignantes qu'aujourd'hui. Les conserveurs ont donc recherché d'autres marchés, pas tellement ceux du Sud-Ouest, mais plus particulièrement les gros conserveurs alsaciens, beaucoup plus connus par leur marque de fabrique que par le volume de la production alsacienne. Ils sont allés mettre en place des productions de foie gras dans les pays d'Europe de l'Est.

**D.P./B.D. — Cette pratique existait déjà à l'époque ?**

**D.R.P.** — Oui, c'est comme cela que les importations des pays de l'Est ont commencé. Il y avait donc en concurrence les produits d'importation et ceux qui provenaient du marché français. Pour orienter la qualité de ces derniers vers leurs besoins de transformateurs, les conserveurs ont pensé qu'en créant cette station expérimentale, ils donneraient quelques bases aux éleveurs pour mieux élever et produire des oies. Ils avaient quelques idées précises, notamment en matière de sélection.

**D.P./B.D. — Existait-il déjà des acquis en ce domaine ?**

**D.R.P.** — Non, il n'y avait pas de sélection sur les oies et pas de sélectionneur sur le marché. C'est l'INRA qui a commencé et qui s'est retrouvé du même coup sélectionneur unique. Les souches, mises au point par l'INRA d'Artiguères sur des critères définis par les conserveurs de foie gras, étaient ensuite vendues comme géniteurs sur le marché. Jusqu'en 1980, nous n'avions pas de concurrent comme sélectionneur d'oies. Toutefois, les éleveurs ont assez mal suivi cette évolution, dans la mesure où la production des oies, que les conserveurs appelaient de leurs vœux, n'étaient pas très rémunératrices à l'époque. Il y a toujours eu un peu un dialogue de sourds entre les deux parties, les producteurs continuant à vouloir faire du poids, alors que ce poids engendrait une dégradation de la qualité. Les conserveurs diminuaient alors le prix au kilo du foie, sous prétexte qu'il n'était pas de bonne qualité et, par réflexe, les éleveurs augmentaient le poids pour que le résultat du produit du prix et du poids soit toujours rémunérateur. Les conserveurs avaient défini, comme oie idéale, un animal de petit gabarit ou disons plutôt de format moyen, car ils pressentaient déjà les difficultés à valoriser sa viande. Ils souhaitaient avoir une petite oie qui ait un foie le plus gros possible, tout en restant de qualité, c'est-à-dire qu'ils avaient ciblé un poids entre 600 et 800 g qui était la fourchette dans laquelle ils trouvaient le maximum de foies peu fondants. En fait, cette oie n'a pas vraiment pris sur le marché. Nous en avons vendu, c'est évident, mais quand on regarde les choses d'un peu plus près, on s'aperçoit que ces géniteurs ont été le plus souvent vendus à des transformateurs directs, c'est-à-dire des conserveurs à la ferme. Ces gens-là avaient une double compétence et la notion de qualité, ils savaient ce que c'était parce qu'ils transformaient leurs propres produits. Les éleveurs, qui produisaient des oies pour aller les vendre sur le marché physique, n'étaient eux guère intéres-

sés par notre oie qu'ils trouvaient trop petite. Les choses ont évolué ensuite avec la création de la SICASEPALM (SICA pour la sélection des palmipèdes) qui a engagé des pourparlers et des transactions avec l'INRA.



**D.P./B.D. — Quels étaient les rapports que l'INRA entretenait avec cette SICA ?**

**D.R.P.** — Nous avons une convention de travail avec cette SICA qui a vu le jour en 1980, à l'initiative de l'interprofession (avec un petit i car elle ne représentait pas grand chose, à l'époque). La SICASEPALM a été créée, en réalité, par les producteurs de foie gras pour promouvoir une orientation de la sélection vers des animaux qui correspondaient mieux à ce qu'ils souhaitaient. Il est arrivé qu'entre les oies sélectionnées par l'INRA et celles de la SICASEPALM, on aboutisse à des produits concurrents. Il nous est donc apparu nécessaire de réorienter nos schémas de sélection afin de travailler sur des créneaux complémentaires de ceux de la SICASEPALM. Les relations de travail établies avec cette dernière ont permis de procéder à des croisements entre ses souches plus lourdes et les nôtres plus légères (par contre, les souches INRA étaient plus productives en œufs et en oisons). Finalement, cette coopération a débouché, en 1990, sur le rachat des souches de l'INRA par la SICASEPALM, qui a ainsi élargi son potentiel de sélection et de commercialisation.

A cette époque, nous sommes revenus à l'aspect essentiel de notre mission de service public de recherche en matière de génétique. Elle passe par la contribution à l'amélioration génétique à travers des expérimentations et des travaux à caractère méthodologique, en relation avec les sélectionneurs, mais en laissant de côté l'aspect commercial de la vente de parentales. Ce volet commercial peut paraître lucratif, mais en réalité sur un marché aussi étroit, il ne l'est pas car cette option nécessite d'entretenir des lignées qui coûtent très cher. De toutes façons, ça n'est pas la mission première de l'INRA d'être sélectionneur. Je sais qu'il l'est encore pour certaines espèces, mais cela existera de moins en moins.

**D.P./B.D. — La sélection de l'oie a connu les mêmes tribulations que celles qui ont accompagné la sélection du poulet de chair !**

**D.R.P.** — C'est un peu la même chose. La création vient de l'INRA et ensuite, il passe le relais. Ce qui est sûr, c'est que, dans les deux cas, tout le monde a déclaré que l'INRA ne savait pas vendre. Nos souches d'oies, nous les avons vendues sur une base forfaitaire et aujourd'hui, elles sont complètement la propriété de la SEPALM. Même si la convention de cession prévoyait qu'il fallait rappeler l'origine INRA, lors de la commercialisation, elles ont été débaptisées et portent un autre nom. Voilà comment nous nous sommes inscrits dans l'histoire de la sélection de l'oie.

Il faut savoir que parallèlement à ces évolutions, les conserveurs, voyant qu'ils avaient beaucoup de mal à convaincre les éleveurs français de leur fournir un produit approprié à leurs besoins, se sont tournés vers les marchés d'importation. Là, ils ont pu imposer des cahiers des charges extrêmement stricts et n'importer que ce qui leur convenait. Cette mésentente au sein de la filière a contribué pour une large part au développement des marchés d'importation. En plus, ils ont eu la chance d'avoir du foie gras à des prix défiant toute concurrence, et à partir de là, le marché était établi.

**D.P./B.D. — De quels pays venaient les importations qui étaient effectuées ?**

**D.R.P.** — Pratiquement de tous les pays de l'Europe de l'Est, c'est-à-dire de la Hongrie, de la République Tchèque, de la Bulgarie, de la Pologne, de la Roumanie. Les conserveurs français importaient aussi

---

beaucoup de matière première d'Israël. Il existe des liens entre ces deux provenances. En effet, dans les pays de l'Est et principalement en Hongrie (premier pays exportateur de foie gras aujourd'hui), c'étaient souvent les juifs qui gavaient et lors des migrations vers l'État d'Israël, ceux qui maîtrisaient cette technique, l'ont apportée dans leur pays d'accueil. Je me souviens encore de mes voyages en Israël, en 1967. J'avais été sidéré par le niveau de culture des gaveurs avec lesquels j'avais discuté, qui était très différent de celui de leurs homologues français. En fait, j'avais découvert que nombre de ces gens-là étaient avocats, médecins, notaires, etc. dans leur pays d'origine (c'étaient souvent ces gens-là qui émigraient parce qu'ils avaient les moyens de le faire). Une fois arrivés en Israël, comme il y avait pléthore d'avocats, de médecins et d'autres professions libérales, un certain nombre d'entre eux s'étaient reconvertis dans la production du foie (1).

**D.P./B.D. — Pourriez-vous nous parler davantage des conserveurs. Où étaient-ils localisés ? Vous avez parlé tout à l'heure de l'Alsace, mais il y avait bien sûr d'autres régions concernées. Existait-il des oppositions entre celles-ci ?**

**D.R.P.** — Il y avait les conserveurs alsaciens et puis ceux du Sud-Ouest. Les premiers représentaient de grandes marques (Artzner, Legrand), mais en réalité leur production était très faible. L'essentiel de la production se faisait dans le Sud-Ouest de la France où il y avait d'autres conserveurs importants (Leymarie, Sarrade, Rougié, Bizac, Labeyrie). Tous ces gens ont plus ou moins disparu de nos jours, mais pas leurs entreprises. Les conserveurs du Sud-Ouest, qui étaient à la tête d'entreprises plus familiales, n'avaient probablement pas su aussi bien se faire connaître, du moins à cette époque. Comme je l'ai déjà dit précédemment, les conserveurs de Strasbourg ont été les premiers à importer des foies gras d'oie, mais par la suite ils se sont largement approvisionnés en foie gras de canard dans le Sud-Ouest, lorsque cette production s'est développée (2). Personnellement, j'ai eu assez peu de relations avec les transformateurs de la région Alsace. Par contre, nous étions en constante relation avec les conserveurs du Sud-Ouest parce que c'est quand même eux qui, à l'origine, avaient créé la station d'Artiguères.

**D.P./B.D. — Pendant les premières années où vous avez été ingénieur, comment ont évolué les relations entre l'INRA et les conserveurs ? Bien introduit localement, vous aviez sans doute une très grande connaissance des producteurs, mais la proximité et la dépendance que vous aviez vis-à-vis d'eux limitaient-elles en même temps votre marge de manœuvre ?**

**D.R.P.** — Tous les ans, se tenait à Artiguères un conseil d'administration où les conserveurs étaient présents et nous ressentions une pression considérable de leur part. Il y a eu assez rapidement de fortes frictions entre le directeur de la station d'Artiguères et le directeur du CTCPA. C'est sûr que les conserveurs apparaissaient comme une chape de plomb difficilement compatible avec l'autonomie que souhaitait l'INRA. Pour la petite histoire, il faut savoir qu'à l'époque, le directeur de la station avait fait acheter du terrain par l'INRA dans les environs avec pour objectif de déménager la station sur ce nouveau site pour bénéficier de davantage de liberté. En fait, les choses n'ont jamais abouti parce que les décisions en haut lieu à l'INRA n'ont pas été prises. Peut-être qu'on jugeait que cela n'était pas absolument indispensable. Il faut aussi rappeler, pour resituer le contexte, que les frictions entre l'INRA et le CTCPA dépassaient largement le cadre de la station d'Artiguères.

**D.P./B.D. — Jean Bustarret, qui était le directeur de l'INRA à cette époque, était-il en relation avec les conserveurs ? Avait-il joué un rôle dans la reprise du domaine par l'INRA ?**

**D.R.P.** — Il ne faut pas oublier que Bustarret était landais et que Péro était un copain du directeur général du CTCPA. Ces éléments ont sûrement joué un rôle important dans les décisions qui ont été prises à ce sujet. La localisation d'Artiguères, qui était au cœur de la région de production du foie gras d'oie, en faisait un lieu privilégié pour développer des recherches dans ce domaine. Ce paramètre a probablement pesé d'un grand poids dans le choix de ce site. Il y avait quand même la question des relations de travail avec les scientifiques de l'INRA et de ce point de vue, on peut se demander

---

rétrospectivement si le choix d'Artiguères était optimal. En effet, l'histoire d'Artiguères montre que cette question a été source de problèmes et la personnalité de Monachon n'a pas toujours fait évoluer les choses dans le bon sens. C'était quelqu'un de très autoritaire, de très entier, et qui considérait le domaine d'Artiguères comme sa propriété. Il était venu avec sa mentalité d'Afrique du Nord et cela transparaissait notamment dans ses relations avec les personnels qui relevaient de son autorité. De plus, les rapports avec la Station de Recherches Avicoles, qui assurait la tutelle scientifique, n'étaient pas toujours sereins, notamment sous la direction de Boyer.

Mais c'est avec les conserveurs que les relations ont été rapidement les plus conflictuelles. Leur dégradation est à l'origine des pressions qui ont été exercées sur la hiérarchie de l'INRA pour obtenir l'éviction de Monachon, en 1979, après 18 ans de gestion du domaine.

#### **D.P./B.D. — Que s'était-il passé ? Comment en était-on arrivé là ?**

**D.R.P.** — Monachon était quelqu'un qui avait beaucoup de qualités, mais comme on dit, il avait les défauts de ses qualités. Il avait parcouru le monde dans tous les sens et il avait réussi dans de nombreux pays à sensibiliser un grand nombre de personnes aux problèmes de l'oie. Cependant, dans sa dynamique de fonctionnement, il en était arrivé à faire pratiquement abstraction des frontières. Dans le milieu des conserveurs et ailleurs, les frontières sont les frontières et certaines initiatives de Monachon ont fait beaucoup de mécontents. En même temps, il faut bien reconnaître que cela a parfois permis de faire évoluer des choses très rapidement.

Au niveau de la station d'Artiguères, très vite, après la reprise par l'INRA, Monachon s'est employé à développer l'outil expérimental qu'on lui avait confié. Son premier objectif a été d'augmenter le cheptel, afin de pouvoir travailler sur un nombre d'animaux suffisant, mais il n'était pas évident d'en accroître la taille, sur des installations vétustes, qui n'étaient pas prévues pour cela et avec un animal qu'on ne connaissait pas (on s'en est rendu compte après). Cela a été la catastrophe. Une épidémie s'est développée avec des taux de mortalité moyens de 30 à 40 %. Il s'agissait d'une maladie que personne ne connaissait. On l'a appelée la "*maladie d'Artiguères*". De plus, Artiguères en vendant ses oisons propageait la maladie partout. Cela a provoqué un tollé extraordinaire. En 1963 ou 1964, le contrôleur financier de l'INRA s'est déplacé à Artiguères tant les dégâts étaient importants. Alors évidemment, on s'est interrogé sur les responsabilités des uns et des autres dans cette situation de crise, responsabilités qui étaient partagées vraisemblablement entre les gens d'Artiguères et ceux qui les pilotaient.

Il y a donc eu un gros problème à ce moment-là. Grâce au réseau de relations qu'il avait tissé à l'étranger (on savait que cette maladie existait également en Hongrie et en Allemagne), Monachon a réussi à créer un comité de spécialistes, qui invités à travailler ensemble sur cette pathologie, ont échangé des souches de virus. Alors évidemment, Monachon, qui n'était pas pathologiste, s'est fait tomber dessus à bras raccourcis par les pathologistes patentés de l'INRA. "*De quoi se mêlait-il ?*" Il reste que, grâce à cette initiative, la maladie a été éradiquée en 3 ou 4 ans. On est passé de 40 % de mortalité à 3 % avec la mise au point d'un sérum puis d'un vaccin dont tout le monde s'accorde à reconnaître l'efficacité (3).

Monachon était capable de cela, mais d'un autre côté, il avait fait un peu de la station son domaine privé. Cela générait des frictions avec le CTCPA, mais aussi avec les collègues scientifiques. Au fil du temps, la situation s'était détériorée et les scientifiques, les uns après les autres, n'ont plus voulu venir travailler à Artiguères parce qu'ils considéraient que l'ambiance n'y était pas bonne. Tout cela a débouché sur une crise très sérieuse, en 1979, avec une attaque de l'INRA à l'Assemblée Nationale, initiée par les professionnels. Leur porte-parole avait mis l'accent sur les conséquences économiques pour la filière française du foie gras, de l'exportation par l'INRA vers le Japon, de ses souches d'oies et des techniques de production qui les accompagnaient. Il faut se rappeler que le financement du domaine d'Artiguères était essentiellement un autofinancement (c'est toujours comme cela maintenant pour une grande part).

Les ressources de la station provenaient essentiellement de la vente des produits et notamment de celle des oisons. Dans ces années-là, nous en avons exporté dans les pays d'Amérique du Sud, en Russie, dans les pays d'Europe de l'Est et au Japon. Tant que nos exportations concernaient les Pays de l'Est, aucun conserveur français ne protestait car cela ne pouvait que leur être favorable puisqu'ils

---

importaient de la matière première de là-bas. Par contre avec le Japon et certains pays d'Amérique du Sud, qui constituaient pour eux des marchés d'exportation, ils redoutaient la concurrence générée par le développement de la production locale.

C'est le Directeur Général de l'INRA, qui a été interpellé. Jacques Poly a donc convoqué Monachon, à Paris, le 2 mai 1979. Ce dernier est parti là-bas sans trop savoir ce qu'on lui voulait. Quand il est revenu le lendemain, il avait triste mine ! En fait, il n'y avait pas eu de dialogue, ce qui n'est pas étonnant quand on connaît les deux hommes. Jacques Poly avait sa manière. Il avait donc accueilli Monachon un peu brutalement et cela avait rendu impossible toute discussion. Les choses en sont restées là entre eux, mais en fait les conserveurs avaient obtenu oralement un accord de principe selon lequel Monachon serait évincé de la direction de la station. Les vacances sont arrivées là-dessus et comme aucune décision n'avait été prise, nous avons pensé que tout allait se calmer, d'autant que Monachon était à deux ans de la retraite. Cependant, ses adversaires n'avaient pas désarmé. Au mois de septembre, une lettre d'un conserveur de foie gras a été adressée à la station d'Artiguères. Il s'agissait d'une demande d'informations techniques pour un ami de ce conserveur, qui souhaitait démarrer une production de foie gras. Monachon s'était interrogé sur la nature de cette demande, mais y avait répondu très honnêtement. Sa réponse a relancé l'affaire, car elle attestait de sa présence à la tête de la station. Cette fois encore, les conserveurs ont utilisé les relations qu'ils avaient avec les politiques, et le dossier est remonté jusqu'à la Présidence de la République, qui était assurée à l'époque par M. Valéry Giscard d'Estaing. Et là, les décisions ont été prises en l'espace de 48 heures. Dans le même courrier, Monachon avait sa lettre de destitution et moi j'étais nommé à sa place par intérim. Cela a été un moment extrêmement pénible. Les choses s'étaient faites tellement précipitamment !

A l'époque, c'était Gilbert Jolivet qui était directeur scientifique des productions animales et Jean-Claude Blum chef de département (4). Ce sont eux qui ont géré la crise. Monachon a été chargé d'une mission d'étude sur les perspectives de développement du gaz de fumier. C'était l'époque du premier choc pétrolier et on assistait à de grandes envolées sur les sources d'énergie alternatives. Il a fallu gérer une période de transition de quelques mois, ce qui n'a pas été très facile pour moi. En effet, Monachon avait été démis de ses fonctions, mais on ne lui avait rien dit de précis, quant au lieu où il devait exercer la mission nouvelle qui lui avait été confiée. Il est donc resté à la station en continuant d'occuper le logement de fonction, le bureau et surtout en monopolisant le véhicule de service. Cette situation était invivable pour moi et il m'a fallu demander au chef de département de prendre des décisions. J.C. Blum ayant demandé par téléphone à Monachon de quitter son bureau et de bien vouloir me laisser la place pour que je puisse effectivement exercer la direction de la station, il s'en est suivi chez ce dernier une réaction de colère dont il m'a fait profiter quelques heures après cet entretien téléphonique. Monachon a très mal vécu son éviction. Il a terminé ses deux années au Centre de Bordeaux, assez tristement, puisqu'au dire de ceux qui le connaissaient bien, il ne s'est jamais intégré à sa nouvelle communauté. Il n'avait jamais pensé terminer sa carrière de cette façon. Il a pris sa retraite et est décédé peu de temps après.

**D.P./B.D. — Après cette période mouvementée et douloureuse, la direction de l'INRA n'a-t-elle pas été tentée de rayer Artiguères de la carte ?**

**D.R.P. —** Si, bien sûr, elle y a songé. Jacques Poly aurait été plutôt partisan de rendre cette station aux conserveurs, qui en avaient été les instigateurs, mais il fallait aussi compter avec la profession agricole régionale et locale. Personnellement, j'étais très sensible à cet aspect-là. Étant responsable de tout ce qui se faisait sur le plan technique à Artiguères, je connaissais bien les professionnels et je considérais que les conserveurs ne devaient pas être les interlocuteurs privilégiés de l'INRA. Il fallait aussi prendre en compte les demandes de la profession agricole. Les représentants des producteurs étaient restés à l'écart du conflit, qui avait opposé les conserveurs et l'INRA, se contentant de compter les coups, mais par la suite ils avaient exprimé très fermement leur volonté de voir le domaine d'Artiguères poursuivre ses activités. Dans ce contexte, Jacques Poly était entré en relation avec un important responsable professionnel de la région, Jacques Castaing. Cette personnalité a eu beaucoup de casquettes : président de la Chambre Régionale d'Agriculture d'Aquitaine, président du Comité Économique et Social, président de la plus grosse coopérative de foie gras des Landes. Il a

---

été aussi vice-président du Conseil Régional d'Aquitaine, à l'époque où il était dirigé par une majorité de droite (je crois qu'il appartient à l'UDF). Toutes ces casquettes-là, il les a maintenant abandonnées, mais il est quand même encore président du CIFOG (Comité Interprofessionnel Foie Gras), président de la plus grosse coopérative des Landes qui s'appelle MAISADOUR et conseiller régional. Ce dirigeant professionnel a donc rencontré Jacques Poly et l'a convaincu qu'il fallait maintenir Artiguères en place et établir une convention avec la SICASEPALM dont il était aussi le président. A partir de ce moment-là, nous avons pu aborder une nouvelle phase du développement de nos activités et cela m'amène à parler de ce qui a été réalisé à Artiguères, au cours des années 80.

**D.P./B.D. — Avant que vous n'abordiez ce nouveau chapitre, j'aimerais vous demander une précision. Vous avez exposé les recherches qui avaient été entreprises sur le foie gras des oies. Mais si vous avez évoqué assez longuement les volets sélection et pathologie, vous avez peu parlé des travaux sur la nutrition. Qu'est-ce qui avait été fait dans ce domaine ?**

**D.R.P. —** Tout avait démarré, mais ces travaux avaient connu un coup de frein important avec la situation conflictuelle que nous avons vécue. Sur les aspects "*nutrition*", nous avons collaboré directement avec Pierre Delpech, Claude Calet, puis avec Bernard Sauveur, qui à l'époque était aussi nutritionniste à la SRA. Jean-Claude Blum, un physiologiste de la nutrition, avait également beaucoup travaillé sur la formation du foie gras. Il y avait aussi Bernard Leclercq, Odette Szilit. En fait, pratiquement tous les chercheurs de la SRA de Tours étaient plus ou moins impliqués dans des programmes de recherche, qui nécessitaient de faire appel au domaine d'Artiguères pour des expérimentations. Tous avaient cependant abandonné progressivement les échanges avec notre station car ils avaient le sentiment de relations trop difficiles avec leurs interlocuteurs de terrain. On entendait dire des choses du style : "*je vais mettre en place un protocole et puis quand je reviendrai, la fois suivante, si Monachon a trouvé à vendre le témoin, il l'aura vendu*". De nombreux programmes de recherche et, en particulier ceux relatifs aux aspects nutritionnels, avaient donc connu un sérieux coup de frein.

Il faut également préciser que l'épreuve pathologique avait compromis l'état sanitaire du cheptel durant quelques années et nui à l'expérimentation.

**D.P./B.D. — Qu'avez-vous fait à partir du 1er janvier 1980 ?**

**D.R.P. —** A partir de cette date, j'ai pu reprendre les choses en main et mon principal souci a été de rétablir les relations nécessaires au bon fonctionnement de la Station. Il fallait en premier lieu reprendre contact avec les scientifiques. Je suis donc allé les revoir les uns après les autres, en leur expliquant qu'on était loin d'avoir résolu tous les problèmes des oies et qu'on avait besoin d'eux. Nous avons donc pu rétablir des relations de travail normales. Nos principaux partenaires ont été Jean-Claude Blum toujours, même après qu'il soit devenu chef de département, Bernard Leclercq qui vient de quitter la direction de la SRA et qui va partir en retraite, Bernard Sauveur qui était très impliqué dans tous les programmes concernant la reproduction des oies (photopériodisme, nutrition, etc.), Michel de Reviers, qui travaillait sur les problèmes de fertilité mâle et femelle et sur l'insémination artificielle.

**D.P./B.D. — Sur quoi travaillait Jean-Claude Blum ?**

**D.R.P. —** Jean-Claude Blum était un physiologiste de la nutrition. Il travaillait sur la formation du foie gras : le métabolisme lipidique. Disons qu'en tant que chef de département, il voyait les choses d'un petit peu plus loin, mais il faut se souvenir aussi qu'il a assez vite quitté le département, remplacé par Louis-Aimé Aumaitre, pour revenir à la paillasse. Nous l'avons donc eu à nouveau comme partenaire scientifique. Il est d'ailleurs devenu, par la suite, le premier président du Comité Scientifique National des Palmipèdes à Foie Gras. Ce Comité a une histoire. Une première structure de ce type avait été mise en place lors de la création de la SICASEPALM. Il s'agissait de rassembler tous les gens

---

qui travaillaient sur le thème du foie gras, à l'INRA et ailleurs. Mais la SICASEPALM étant un sélectionneur, cela risquait de faire un peu désordre de voir l'INRA trop inféodé à une structure de type privé. Le Comité scientifique de la SICASEPALM a donc donné naissance à un Comité scientifique national des palmipèdes à foie gras, dont Jean-Claude Blum a pris la présidence. Quand il a abandonné cette fonction, c'est moi qui l'ai remplacé. J'y suis encore aujourd'hui, mais cet automne, je passerai le relais compte tenu du fait que je vais partir à la retraite dans les années qui viennent. Mon successeur ne sera probablement pas quelqu'un de l'INRA. Je pense que ce sera le professeur René Babile de l'École Nationale Supérieure Agronomique de Toulouse. Vous voyez qu'après la période difficile, que nous avons vécue, l'INRA s'est beaucoup réimpliqué dans les travaux scientifiques concernant le foie gras et dans les aspects développement auprès des professionnels.

**D.P./B.D. — Est-ce que vous pourriez parler justement de votre travail avec les chercheurs. En quoi consistait-il ? Est-ce que, selon les programmes et selon les scientifiques, votre façon de travailler était différente ?**

**D.R.P. —** La façon de travailler pouvait être différente, mais pour répondre à cette question, il nous faut encore revenir sur l'histoire d'Artiguères. Il faut savoir que le domaine expérimental était rattaché à la Station de Recherches Avicoles de Tours. Il est devenu par la suite station expérimentale autonome, je ne sais plus par quel coup de baguette magique, mais cela relevait probablement d'une volonté de Monachon d'avoir les coudées plus franches.

**D.P./B.D. — Quels étaient les avantages et les inconvénients de cette autonomie ?**

**D.R.P. —** Nous avons un budget autonome, qui était complètement géré par nous-mêmes et nos collègues scientifiques devenaient des partenaires, qui n'avaient aucun pouvoir financier. Ils ne pouvaient pas nous imposer de faire certaines choses, mais ils pouvaient par, contre, nous aider grandement à les faire. Nous sommes station autonome depuis cette époque. Les souvenirs que j'ai gardés de la période précédente sont souvent douloureux, mais il faut reconnaître que la personne qui cristallisait toutes ces situations conflictuelles avait d'incontestables qualités professionnelles et une grande capacité d'anticipation. Monachon avait toujours trois longueurs d'avance sur les personnes auxquelles il s'adressait. Toujours est-il que les rapports avec Jean-Pierre Boyer étant devenus très difficiles, ce dernier a décidé de ne plus s'occuper de la sélection des palmipèdes. Dès lors, notre tutelle scientifique dans cette discipline s'est trouvée déplacée à Toulouse, à la Station d'Amélioration Génétique des Animaux, en la personne de Roger Rouvier, qui va partir à la retraite comme moi au cours de l'année 2000.

Depuis 1975, c'est donc Roger Rouvier qui préside aux expérimentations en sélection à la station d'Artiguères. Aujourd'hui, nous faisons partie de ces structures qu'on appelle unités expérimentales de catégorie 2 car nous ne sommes pas un domaine (catégorie 1), notre activité principale n'étant pas de faire des expérimentations dans le secteur des cultures. La surface de 30 ha dont nous disposons, nous la subissons plus qu'autre chose, même si elle nous procure quelques ressources financières à travers la culture du maïs. Par contre, nous bénéficions d'un ensemble d'installations expérimentales importantes, à caractère et à usage partagés, dans la mesure où elles sont à la disposition de scientifiques pouvant appartenir à des départements différents. Aujourd'hui, nos deux partenaires principaux sont la Station de Recherches Avicoles de Tours, qui dépend du même département de recherches que nous (5), et la Station d'Amélioration Génétique des Animaux, localisée à Toulouse, qui relève du département de Génétique Animale, pour une activité à peu près équivalente (50/50). La configuration actuelle n'est pas nécessairement optimale pour bien gérer l'avenir de notre station parce que les décisions qui sont prises par le département de tutelle ne le sont pas forcément en concertation avec l'autre département concerné.

Pour revenir à votre question sur la manière dont nous travaillons avec les scientifiques, tout cela dépend de la nature des problématiques. Il y a l'aspect fondamental de la formation du foie gras, que nous avons abordé avec J.C. Blum, puis aujourd'hui avec Dominique Hermier, une scientifique de la SRA, qui conduit un projet de recherche sur le métabolisme lipidique. Dans ce cas, nous met-

---

tons en place des protocoles expérimentaux en fonction des souhaits des scientifiques. A côté de ces recherches fondamentales, il y a l'aspect plus finalisé des travaux qui visent à améliorer les techniques de production. En cette matière, c'est nous le plus souvent qui sommes demandeurs. Nous nous adressons à nos collègues scientifiques pour qu'ils nous donnent des idées sur la façon d'aborder les problèmes, surtout lorsque cela implique d'aller un peu plus en amont dans la recherche.

**D.P./B.D. — Pouvez-vous illustrer votre propos par quelques exemples ?**

**D.R.P.** — Je pense à ce qui s'est passé récemment au niveau des techniques de gavage, qui ont considérablement évolué. On est passé du gavage au maïs-grain entier avec des machines classiques à des machines beaucoup plus performantes au niveau de la productivité, mais qui font appel à de la bouillie de maïs broyé. On s'aperçoit tout d'un coup des effets pervers induits sur les animaux avec des rendements amoindris, des pertes plus importantes, etc. Ces observations nous conduisent à nous pencher sur le problème de la digestibilité. Dans ce domaine, il y a des choses que nous savons faire chez nous et d'autres aspects pour lesquels nous avons besoin de faire appel à des compétences chez nos collègues chercheurs. Au niveau de la reproduction, nous nous sommes inscrits dans le même type de fonctionnement. Tout ce que nous avons fait avancer sur le photopériodisme dans la reproduction des oies (le "désaisonnement" de la ponte, qui permet de s'affranchir du caractère saisonnier de la reproduction et donc de l'étendre dans le temps) résulte d'une étroite collaboration avec Bernard Sauveur. De même, en matière d'insémination artificielle, la mise au point d'une technique de collecte de sperme chez les jars est le fruit d'un travail de coopération approfondie avec Michel de Reviers. Pour les questions qui nous sont soumises par la profession, nous adoptons une démarche identique. Si nous ne sommes pas à même d'y répondre, nous les faisons remonter à nos collègues scientifiques, qui essaient de voir comment on pourra les traiter. Suffira-t-il de quelques expériences pour résoudre le problème posé ou sera-t-il nécessaire de rechercher plus loin en amont et de définir un véritable programme de recherche ?

**D.P./B.D. — Le travail avec les chercheurs a-t-il changé avec l'arrivée de jeunes scientifiques ?**

**D.R.P.** — Nous sommes en train de changer de génération à l'INRA. Personnellement, je m'en rends bien compte parce que j'ai connu des tas de gens à l'INRA, depuis que j'y suis. Toutes ces personnes s'en vont petit à petit et je n'ai pas toujours le sentiment que les relais sont assurés de la même manière. Les profils de jeunes chercheurs sont très différents. Avec des scientifiques comme Bernard Sauveur ou Bernard Leclercq, nous avions affaire à des chercheurs zootechniciens, qui travaillaient sur des thématiques assez précises, mais qui étaient capables de regarder à droite et à gauche en ratissant assez large. Jean-Claude Blum était également très apprécié de la profession car en dehors de sa thématique propre, il embrassait énormément de choses et puis surtout, il avait la capacité de faire le lien entre les préoccupations du chercheur et les contraintes de l'utilisateur de la recherche, en l'occurrence notre gaveur d'oies du fond des Landes. Aujourd'hui, ce dialogue change parce que les jeunes chercheurs qui veulent bien prendre des relais et venir travailler avec nous sur les questions qui nous préoccupent ont tous des profils beaucoup plus étroits. Ils hésitent donc fortement à prolonger leurs investigations dans des créneaux de recherche trop appliquée, dans la mesure où ils craignent qu'on leur reproche de se disperser. Nous avons des exemples précis en ce moment de collègues, qui ont du mal à passer leur concours de DR2, parce que les membres des jurys considèrent qu'ils s'écartent trop de leur sujet de recherche principal. En dépit de ce contexte moins favorable, il nous faut absolument maintenir ce lien avec les stations de recherche en permanence, pour que les scientifiques ne nous oublient pas. Vu de Nouzilly, Artiguères, c'est quand même assez loin. Même si aujourd'hui les distances n'ont plus la même importance qu'il y a trente ans, il y a quand même la restriction des moyens qui joue. Ce travail de contact, de relations permanentes, nous essayons de le faire en tenant compte à la fois des centres d'intérêt des scientifiques, mais aussi de leur personnalité. Certains d'entre eux sont prêts à s'investir assez loin dans les aspects finalisés de la recherche, alors que d'autres n'ont pas tellement envie de dépasser le cadre de la cellule. Nous avons cependant besoin des uns et des autres. En tout cas,

---

la politique, qui a consisté à retisser des liens avec les scientifiques après 1980 et à les entretenir, me semble avoir porté ses fruits, notamment au niveau des relations avec les professionnels. Les efforts déployés en matière de communication avec les chercheurs s'inscrivaient, en effet, dans une stratégie qui visait à retrouver le contact avec les professionnels. Je considère que les résultats ont été positifs. Après avoir rétabli les contacts avec les chercheurs, je les ai fait venir au Comité National Scientifique des Palmipèdes à Foie Gras. Les professionnels les ont vus, ils ont pu échanger avec eux et cela a contribué à leur redonner confiance dans l'INRA.

**D.P./B.D. — Les relations INRA avec les professionnels étaient-elles vraiment très dégradées ?**

**D.R.P.** — De ce point de vue, il convient de bien faire la distinction entre les producteurs et les conserveurs. Avec les premiers, nous n'avons jamais perdu vraiment le contact parce que notre activité de "*recherche expérimentale*", avec un petit r et un grand E, concernait surtout l'amont de la filière, c'est-à-dire jusqu'à la production des foies. En fait, nous ne faisons quasiment rien sur la partie aval, si ce n'est d'essayer d'apprécier la qualité technologique d'un foie gras (notamment sa capacité à supporter la stérilisation). Par conséquent, les contacts avec les milieux de la production n'avaient jamais vraiment cessé. Ils demandaient seulement à être réactivés.

Par contre, les relations avec les conserveurs étaient complètement dégradées. Avec Aimé Aumaitre, qui était devenu chef de département, nous avons renégocié une convention avec eux (en 1983, je crois) sur des bases un peu nouvelles, et ce pour une durée de 30 ans. En fait, l'INRA dispose d'une grande latitude. Les conserveurs restent, bien sûr, propriétaires du terrain, mais ils n'exercent plus de pression pour infléchir le contenu de nos programmes de recherche. Est-ce une bonne ou une mauvaise chose ? De temps en temps, certains signes nous donnent à penser qu'ils sont sensibles à certains résultats de nos travaux, par exemple quand ils rappellent aux sélectionneurs qu'ils ne veulent pas d'un certain type d'oie, mais qu'il faut revenir à l'oie qui avait été créée par l'INRA. Il nous arrive aussi de nous interroger sur la signification de leur discrétion, nous demandant parfois si elle n'est pas synonyme de totale indifférence.

Après le départ de Monachon, je suis retourné voir les industriels, en particulier le conserveur Rougié de Sarlat dans le Périgord, qui avait été à l'origine de tout le remue-ménage fait autour de lui. Il était convaincu que Monachon avait outrepassé sa mission dans la mesure où il était allé marcher sur ses plates-bandes dans certains pays où il était exportateur. Comme ça n'était pas non plus le genre à faire des cadeaux, il avait donc pris certaines initiatives... En fait, en retournant le voir, j'ai eu le sentiment que le conflit était très largement une affaire de personnes et que les travaux de recherche, conduits à la station d'Artiguères, n'avaient rien à voir là-dedans. Nous avons donc pu rétablir de bonnes relations et nous avons même travaillé ensemble à la mise au point d'un appareil, qui était censé prédire la fonte des foies gras, par le biais d'une mesure électrique. Cette collaboration n'a d'ailleurs pas été probante en terme de résultats techniques, mais l'essentiel n'était pas là : ce qui importait pour nous, c'était d'avoir réussi à rétablir des relations avec les conserveurs sur des bases claires.

**D.P./B.D. — Au-delà de la nécessité de renouer avec les professionnels du foie gras, y avait-il des problèmes d'équipement qui étaient à résoudre, lorsque vous avez pris la direction de la station d'Artiguères?**

**D.R.P.** — Oui, avec L.A. Aumaitre, chef de département, nous nous sommes inquiétés du fait qu'on n'avait pas construit grand chose à Artiguères, depuis 1962. Il y avait beaucoup de petites installations, souvent réalisées avec les moyens du bord, et qui avaient eu leur utilité en leur temps pour promouvoir quelques avancées dans cet élevage d'oies, conduit de manière traditionnelle sur le terrain. Mais, en 1980, on ne pouvait plus parler d'installations expérimentales dignes de ce nom. J'ai donc alerté Jean-Claude Bousset, le directeur financier de l'INRA. Celui-ci était très proche des unités expérimentales et je n'ai pas eu de mal à lui faire prendre conscience du caractère obsolète de nos installations et de la nécessité de dégager les moyens financiers permettant de doter l'INRA d'un outil expérimental digne de ce nom, dans le domaine de recherche qui était le nôtre. J.C. Bousset

---

nous a donc beaucoup aidés et c'est par son intermédiaire que Jacques Poly est venu à Artiguères, à ma demande. Cela n'a pas été facile car ce dernier ne voulait pas entendre parler de notre station. Jean-Claude Bousset a quand même réussi à le convaincre de nous rendre visite à l'occasion d'un périple dans la région. Bousset, le fin politique, avait d'ailleurs remarquablement organisé cette opération. Par exemple, Jacques Castaing, le "professionnel politique" ayant eu vent de la visite de Jacques Poly, l'avait invité à dîner la veille et lui avait fait visiter les structures industrielles dont il avait la charge.

Jacques Poly est donc venu à Artiguères avec Bousset le lendemain à 11 h. J'étais un peu dans mes petits souliers parce que c'était mon premier contact avec lui, mais tout s'est bien passé. Il m'a dit : "*tu as dix minutes pour me parler de tes oies !*" Nous lui avons donc parlé de nos oies et nous avons organisé un petit repas sur la station, avec des produits du cru, évidemment. Tout cela a contribué à redorer notre blason dans l'esprit de Poly. Nous avons pu alors solliciter et obtenir des moyens nouveaux pour assurer le développement de notre structure.

Nous avons profité de cette période de mise en place de nouvelles installations pour résoudre les problèmes liés au statut juridique de notre domaine. Avec Aumaitre, nous pensions, en effet, que c'était une aberration que d'investir sur un terrain appartenant aux conserveurs car nous avions été échaudés, lors de la renégociation de la convention avec ces derniers : ceux-ci ne voulaient pas prendre en compte les constructions que nous avons financées (pour eux, ils étaient devenus propriétaires). Pour résoudre ce problème, une possibilité s'offrait à nous. D'une part, nous étions propriétaires d'un terrain que Monachon avait fait acheter à l'INRA, à quelques kilomètres du site d'Artiguères, dans la perspective d'y déménager la station, mais l'opération n'avait jamais pu être réalisée. D'autre part, nous louions un terrain contigu à la station, de surface à peu près équivalente, à un particulier qui vivait de ses rentes. Je lui ai donc proposé un échange, ce qu'il a accepté à la condition que nous lui propositions un fermier pour son nouveau terrain (nous l'avons trouvé, sans problème). Nous disposions donc sur le site d'environ 22 ha dont la moitié en pleine propriété, l'autre moitié restant la propriété du CTCPA qui continuait de nous la louer (enfin c'était une location pour le franc symbolique ...). A partir de là, nous avons pu mettre en œuvre nos projets d'investissement sur notre propre terrain et depuis lors (à partir de 1985) nous avons réalisé trois grosses constructions. La station est donc repartie sur de bonnes bases et je considère qu'elle n'a pas trop mal fonctionné : des choses intéressantes y ont été faites, nous avons pu recruter, par ailleurs, de jeunes ingénieurs.

**D.P./B.D. — Étiez-vous le seul ingénieur qui travaillait à Artiguères à l'époque de Monachon ?**

**D.R.P.** — Du temps de Monachon, moi j'étais ingénieur mais il y avait aussi un technicien supérieur, Paul Larrue, (à l'époque il s'appelait agent technique principal). Il est devenu ensuite 2B, puis il a terminé sa carrière comme ingénieur d'études. En fait, il faisait office de chef d'élevage. Quand Monachon est parti, mon passage à la direction m'a empêché de me consacrer aussi pleinement à l'expérimentation qui était vraiment "*mon truc*" auparavant. Nous avons alors réussi à recruter une personne en 2B qui est devenue technicienne puis assistant-ingénieur lors de la titularisation (6).

**D.P./B.D. — Quels ont été vos collaborateurs sur place ?**

**D.R.P.** — Nadine Sellier a été recrutée, en 1983, en 2B. Après un an de formation à Tours, elle est arrivée chez nous, en 1984, et a intégré le corps des assistants-ingénieurs dans le cadre de la titularisation. L'année dernière, elle est devenue ingénieur d'études. Paul Larrue a terminé sa carrière comme ingénieur d'études, en 1989. Nous avons conservé son poste, qui a été mis au concours interne, en 1990, et sur lequel nous avons pu recruter Gérard Guy. Disposant de deux ingénieurs, j'ai donné à chacun la responsabilité d'un des deux principaux secteurs d'expérimentation : Nadine Sellier a la charge du secteur "*Reproduction*" et Gérard Guy s'occupe de toute la partie "*Élevage, gavage, production*". Chacun a ses propres interlocuteurs scientifiques et parfois aussi professionnels, mais il arrive quand même que des scientifiques aient des relations de travail avec ces deux ingénieurs. C'est le cas notamment de Daniel Guémené de la Station de Recherches Avicoles, avec lequel nous tra-

---

vailons beaucoup. Son statut d'endocrinologiste l'amène à s'investir aussi bien sur des questions relatives à la reproduction, la couvaison ou la mue que sur des problèmes d'évaluation du stress des palmipèdes au gavage, ou encore sur d'autres aspects du bien-être animal. Nadine Sellier est l'interlocutrice privilégiée de l'équipe, qui travaille sur la reproduction des oiseaux autour de Jean-Pierre Brillard à Tours et de Jean-Michel Brun à Toulouse. Quant à Gérard Guy, il travaille en liaison étroite avec Dominique Hermier sur la formation du foie gras, Jean-Michel Faure et son équipe sur le comportement et le bien être animal, Yves Nys et son équipe "*qualité*" et à Toulouse avec Catherine Larzul.

Voilà comment les choses sont structurées aujourd'hui, sachant que notre plus grande préoccupation à tous (et à moi aussi en particulier, alors que je m'en vais), c'est l'avenir de notre structure. Il est probable que mon poste ne sera pas conservé sur la station. L'un des deux ingénieurs actuellement en place devra assurer la direction. Fatalement, il consacra beaucoup moins de temps au suivi des programmes de recherche en cours, à la communication avec les scientifiques et les professionnels, à la réflexion permettant de faire émerger de nouveaux créneaux de recherche. Cela nous inquiète beaucoup car aujourd'hui nous avons tous déjà plus de travail que nous n'en pouvons faire, et la situation ne peut que s'aggraver, si on vient nous retirer encore un ingénieur. Nous sommes quand même assez loin de nos partenaires et il y a un vrai risque de voir se distendre à nouveau nos relations avec les scientifiques, faute de pouvoir garder des rapports de travail solides avec eux. Cela nous préoccupe beaucoup.

Je disais précédemment que Monachon avait tendance à raisonner en exploitant privé. Sa formation et son parcours professionnel antérieur y étaient, sans doute pour beaucoup. Je me suis souvent demandé comment il avait pu devenir responsable d'un domaine de l'INRA. Mais je dois bien reconnaître que cette station d'Artiguères est devenue aussi un peu "*mon truc à moi*". Je m'identifie à elle. J'y suis très attaché car cela va faire 37 ans que je suis là. J'ai le sentiment qu'avec les gens qui m'ont aidé à un moment ou à un autre, c'est nous qui avons fait de cette structure ce qu'elle est devenue aujourd'hui, c'est-à-dire un outil expérimental important avec de gros moyens. Les dépenses de fonctionnement élevées ont sans doute été à l'origine de difficultés (les caillebotis des années 60, quand ils étaient bâtis, ne coûtaient pas grand chose). A mes yeux, cela justifie qu'on utilise davantage nos installations. François Grosclaude, qui est venu plusieurs fois à Artiguères, partageait ce souci d'une meilleure valorisation d'un outil de travail de cette importance. Il "*asticotait*" les scientifiques pour qu'ils s'investissent dans cette direction. Nos responsables d'aujourd'hui ont-ils la même vision des choses ?

**D.P./B.D. — La production de foie gras de canard a pris progressivement le pas sur celle de foie gras d'oie. Quelle a été la genèse de cette production ? Pourquoi a-t-elle connu un tel développement et comment peut-on expliquer que les recherches sur le canard soient devenues aujourd'hui plus importantes que celles se rapportant à l'oie ?**

**D.R.P. —** A la création de la station, il y a eu la volonté d'exclure le canard des expérimentations, qui étaient faites à Artiguères. Certes, on parlait déjà un peu du canard pour le gavage, à cette époque, mais disons que l'essentiel de la production de foie gras venait de l'oie. Les conserveurs y étaient très attachés, parce que l'oie est vraiment l'animal qui apporte la matière première idéale pour la transformation. C'est lié à la qualité technologique intrinsèque du foie de l'espèce. Sans prendre de précaution particulière, une oie élevée convenablement donne un foie qui fond moins qu'un foie de canard et donc un produit meilleur pour le conserveur.

A Artiguères, notre première idée a été de dire : "*ne mélangeons pas les espèces. Déjà nous ne savons pas élever les oies, alors n'en rajoutons pas d'autres !*" Rétrospectivement, nous pouvons considérer que nous avons eu raison car nous avons connu une secousse pathologique très importante et ces situations sont d'autant plus difficiles à maîtriser qu'on mélange les espèces. Le canard avait donc été mis sur la touche. Mais, dans les années 80, il nous a fallu nous rendre à l'évidence : économiquement parlant, le canard s'implantait, prenait de l'essor. Les professionnels nous ont demandé instamment de nous intéresser davantage au canard. Le développement de cet élevage passait principalement par la production du canard mulard. C'est un hybride entre le canard de Barbarie, qui est son père, et la cane commune, qui est sa mère (le plus souvent il s'agit de la cane dite Pékin, cane

---

blanche réputée pour sa prolificité). Il ne se reproduit pas. On ne peut le multiplier qu'à partir des espèces parentales !

**D.P./B.D. — Quelles ont été vos premières approches de cette production ?**

**D.R.P.** — Nous avons attaqué par les aspects reproduction. Rouvier était allé à Taïwan et il avait vu là-bas une parfaite maîtrise de l'insémination artificielle dans la production du canard mulard (7) avec des taux de fertilité de l'ordre de 70 %. En France, à la même époque, pour les mulards résultant d'accouplements naturels, nous étions à environ 35 %. Il y avait bien quelques personnes, qui avaient commencé à essayer l'insémination artificielle, mais sans grand succès. De retour de Taïwan, Rouvier a fait part de ses observations à ses collègues de l'INRA et aux professionnels de l'aviculture avec lesquels il était en contact. Comme il s'était initié sur place à la technique d'insémination, il a pu transmettre les connaissances qu'il avait acquises en ce domaine. Par la suite, les chercheurs et les professionnels sont allés à Taïwan acquérir une parfaite maîtrise des techniques d'insémination artificielle et, cette dernière étant entrée dans les mœurs de la production de canard mulard dans notre pays, le taux de fertilité est passé rapidement de 35 à 70 %. Cette évolution a présenté un intérêt certain sur le plan économique en même temps qu'elle a débouché sur des avancées au plan cognitif. Elle a permis, en effet, de dénoncer un certain nombre d'idées reçues, au premier rang desquelles celle qui attribuait le très faible taux de fertilité enregistré dans la production du "mulard français" au fait qu'il était le produit d'un croisement intergénérique. Ce phénomène joue sûrement. Il y a sans doute des problèmes d'appariement chromosomique qui peuvent expliquer que les performances obtenues en matière de fertilité dans cette production figurent parmi les plus faibles des taux connus chez les volailles (8). Il n'en reste pas moins que, grâce à une maîtrise des techniques de reproduction, le taux de fertilité a pu être doublé.

Rouvier a également ramené de Taïwan des œufs d'une cane hyper prolifique, mais toute petite. Elle ne vaut rien pour faire du mulard à gaver, mais constitue une réserve de gènes non négligeable pour améliorer la prolificité des canes, qui sont utilisées, en France, pour produire les mulards. A Artiguères, nous avons donc accepté de nous mettre au service de nos collègues généticiens pour tester ces nouveaux types génétiques de canards. Dans un premier temps, nous avons produit des mulards avec cette cane. Ces animaux sont capables de donner des foies gras, mais comme nous le redoutions, leur production de viande était très faible, compte tenu de leur petit gabarit. Nos collègues généticiens ont donc entrepris des croisements entre cette cane taïwanaise et les canes communes utilisées dans notre pays. Les résultats ont été probants et progressivement s'est enclenchée une dynamique autour de la production du canard à gaver. Celui-ci a connu un développement spectaculaire depuis le milieu des années 80. Ainsi, la production de foie gras de canard a triplé, au cours des douze dernières années. Aujourd'hui, en 1998, en France, on gave 600 000 oies et 22 millions de canards.

La production de canards gavés a commencé comme celle de l'oie dans des fermes où l'on pratiquait les différentes opérations nécessaires à la production des foies : élevage des canetons, gavage des canards, abattage des animaux gavés. A la différence de l'oie, il existait cependant des accoueurs, notamment en Vendée, qui pouvaient approvisionner les éleveurs en canetons. Ensuite, contrairement à l'oie (9), la filière s'est organisée rapidement. Le processus de production a été éclaté entre différents opérateurs : accoueurs producteurs de canetons, éleveurs, gaveurs (sachant qu'un éleveur peut être gaveur et qu'on peut être gaveur, sans être pour autant éleveur). Il y a eu également centralisation des abattages au niveau d'abattoirs collectifs, comme pour les autres volailles. Toute cette évolution s'est accompagnée de contraintes de plus en plus importantes, qui ont pesé sur l'ensemble de la chaîne de production : les particuliers devaient réaliser de gros investissements ou s'organiser. Tout cela a contribué à stimuler le développement de cette filière qui a connu une croissance extraordinaire au cours des quinze dernières années.

**D.P./B.D. — L'évolution s'apparente-t-elle beaucoup à celle qu'a connue la filière du poulet ?**

---

**D.R.P.** — A mon avis, elle s'apparente davantage à ce qui s'est passé pour la dinde. Au cours des 6 dernières années, la production de poulet a augmenté de 18 %, celle de dinde de 36 % et celle de canard (animaux produits pour la viande + canards gavés) de 70 %. Nous avons utilisé ces statistiques pour développer auprès de notre hiérarchie une argumentation visant à développer les recherches sur le canard. Aujourd'hui, notre pays produit 200 000 tonnes de canard (dont 40 % de canards gavés) et 80 tonnes de lapin. Or, il y a beaucoup de chercheurs sur le lapin et très peu sur le canard (qu'il soit gavé ou non) alors qu'il s'agit d'une production en pleine évolution. Sans doute y a-t-il là un équilibre à rétablir.

**D.P./B.D.** — **Comment l'INRA a-t-il accompagné les changements qui sont survenus dans la production de canard à gaver ?**

**D.R.P.** — L'INRA s'est beaucoup impliqué au niveau de la sélection, notamment pour la recherche de mulards à plumage blanc, ce type d'animal étant très demandé par les abattoirs. Pour la production de chair, la sélection du Barbarie s'est délibérément orientée vers la production d'animaux à plumage blanc. Mais l'utilisation de ces canards en croisement avec la cane Pékin, elle-même blanche, ne suffit pas à produire des mulards blancs. Pour atteindre cet objectif, il fallait orienter la sélection des canes Pékin pour arriver progressivement à des croisements donnant un maximum de mulards à plumage blanc. Le mulard traditionnel était jusque là obtenu à partir de souches de Barbarie colorées. Là encore, nous avons pu progresser très sensiblement à partir d'observations faites par Rouvier lors d'un voyage à Taïwan (10). Il avait vu, en effet, là-bas un mulard à plumage blanc, produit à partir d'une cane qui était un croisement entre un canard Pékin et une cane taïwanaise. Notre collègue a réussi à obtenir des œufs et il a pu créer, à la SAGA de Toulouse (Station d'amélioration génétique des animaux), une souche qui donne 98 % de mulards à plumage blanc lorsqu'on accouple ces canes avec un Barbarie à plumage blanc. La contribution d'Artiguères a été de produire ces canetons, de les élever, de les gaver et de mesurer leurs performances. Ces canes permettent d'obtenir des mulards donnant un poids de foie tout à fait correct, mais avec des magrets (11) un peu plus légers que ceux qui sont demandés sur le marché.

**D.P./B.D.** — **Quel est l'intérêt de cette cane à plumage blanc ? Est-ce que les mulards qu'elle produit par croisement se caractérisent par des performances améliorées au niveau de la consommation et de la vitesse de croissance ?**

**D.R.P.** — Cette cane à plumage blanc, en accouplement avec un mâle à plumage blanc, donne le mulard à plumage blanc demandé par les abattoirs. Le principal avantage de ce produit, c'est sa couleur. Sa consommation par rapport à son poids et sa vitesse de croissance sont normales, mais il présente l'inconvénient d'être plus léger que le mulard demandé par le marché aujourd'hui. Il ne peut donc pas être commercialisé, en tant que tel. Par contre, la mère, dans la mesure où elle a cette aptitude à donner la couleur blanche au mulard, peut être utilisée en croisement avec d'autres types de canes, dans le but d'alourdir le format des produits. C'est la raison pour laquelle les sélectionneurs professionnels l'ont achetée à l'INRA. Cette orientation de sélection n'est cependant pas sans risques. Les sélectionneurs doivent, en effet, veiller au risque de détérioration des bonnes performances de ponte de cette cane, qui pourraient résulter de schémas trop orientés vers des objectifs d'alourdissement des carcasses.



de sélection n'est cependant pas sans risques. Les sélectionneurs doivent, en effet, veiller au risque de détérioration des bonnes performances de ponte de cette cane, qui pourraient résulter de schémas trop orientés vers des objectifs d'alourdissement des carcasses.

**D.P./B.D.** — **Pourquoi les abatteurs préfèrent-ils les canards à plumage blanc ?**

*Canards mulards à plumage blanc.*

**D.R.P.** — Les gains de productivité en élevage ont, la plupart du temps, été obtenus par une diminution de l'âge d'abattage des canards. Il en résulte qu'au moment du sacrifice, l'état physiologique de la plume n'est pas toujours optimum pour faciliter la plumaison. Dans ce cas, il reste des sicots (embryons de nouvelles plumes) difficiles à extraire mécaniquement. Ils sont très visibles parce que colorés chez le mulard traditionnel et, au contraire, presque invisibles chez le mulard à plumage blanc. Par ailleurs, même en l'absence de sicots, les plumes colorées laissent une empreinte grisâtre sous la peau qui déprécie l'aspect notamment du magret qui est vendu frais. Ce défaut n'existe pas chez le mulard blanc.



**D.P./B.D.** — **A Artiguères, en dehors de la sélection, vous êtes-vous intéressé à d'autres aspects de la production des canards à gaver ?**

**D.R.P.** — Oui, nous nous sommes pas mal investis sur les questions relatives au gavage. Dans ce domaine, les techniques ont connu une évolution extrêmement rapide. En moins de 10 ans, nous sommes passés des machines à gaver au maïs-grain traditionnelles (perfectionnées à un moment donné par l'installation d'un moteur électrique pour remplacer la manivelle) à des machines à distribution hydraulique, qui ont permis de multiplier par trois le nombre de canards gavés dans le même temps par un éleveur. Cette amélioration considérable de la productivité du travail a généré l'augmentation faramineuse de la production du foie gras de canard. Celle-ci s'est accompagnée d'une baisse des prix et d'une diminution des marges. A partir du moment où la marge par animal diminuait, les gaveurs devaient produire davantage pour maintenir leur revenu.

L'évolution des machines utilisées pour le gavage a conduit à une modification des régimes alimentaires des animaux. Nous sommes passés du maïs-grain à une bouillie de maïs broyé, source de nombreuses difficultés, pour finalement aboutir à un mélange de grain et de broyé. Nous avons été très sollicités pour expliquer ce qui se passait sur le plan digestif avec l'application de ces différentes modalités de gavage. Nous avons travaillé à la fois sur le canard mulard et sur l'oie, les deux espèces réagissant différemment au changement des techniques. Le canard mulard, beaucoup plus rustique, a nettement mieux résisté à ce changement de traitement, alors que l'oie n'a pas supporté d'être gavée aux bouillies de maïs broyé. Il a donc fallu rajouter du grain aux bouillies. Dans ces études, nous avons procédé aux mesures de différents paramètres, comme l'énergie métabolisable du maïs présenté sous ses diverses formes, qui traduit sa digestibilité, donc son efficacité alimentaire. Ces travaux ont été conduits dans notre atelier expérimental d'Artiguères (gavage, contrôle des quantités ingérées et excrétées, récolte et conditionnement des échantillons) et à la Station de Recherches Avicoles (analyse des échantillons).



*Mesure de digestibilité : distribution d'un volume connu de bouillie de maïs à des oies.*

---

**D.P./B.D. — Finalement le cheminement a été le même pour le canard que pour l'oie. Vous êtes partis de la sélection et ensuite vous vous êtes intéressés aux techniques de production ?**

**D.R.P.** — La démarche a été la même. Je crois qu'on peut assez facilement l'expliquer. Quand la station a été créée pour étudier l'oie, les conserveurs étaient inquiets à l'idée qu'une production puisse se développer en l'absence totale de bases techniques. Ils redoutaient l'émergence de problèmes techniques insoupçonnés auxquels la filière n'aurait pas pu faire face. Avec le canard, au tout début, nous étions exactement dans le même cas de figure.

**D.P./B.D. — On aurait pu imaginer une entrée par les techniques de production plutôt que par la sélection.**

**D.R.P.** — Oui et non. La sélection permet de créer des animaux génétiquement performants. Les techniques de production bien maîtrisées permettent de valoriser au mieux ce potentiel génétique. Dans le cas du canard, nous nous sommes inscrits dans un mouvement d'évolution rapide, généré par une demande extraordinairement forte, qui s'explique par les possibilités de valorisation du produit. C'est une différence importante avec l'oie. On produit des oies pour leur foie gras et puis ensuite, on essaie de tirer parti de la viande, qui est utilisée pour faire du confit et des rillettes. Chez le canard, la viande a autant de débouchés que le foie gras, notamment les muscles pectoraux, qui sont commercialisés en frais sous l'appellation de magret. Les cuisses sont transformées en confit.

**D.P./B.D. — En valeur quelle est la répartition foie gras/viande ?**

**D.R.P.** — Chez le canard, aujourd'hui, selon les années et les stocks, on considère généralement que le foie gras et la viande représentent chacun environ 50 % de la valeur de l'animal, alors que chez l'oie, la répartition est de l'ordre de 80 % pour le foie et de 20 % pour le sous-produit viande. Cela veut dire qu'avec un canard – même mal produit –, quelque part on s'y retrouve toujours. Le canard mulard est un animal très rustique, qui est rarement malade (il va peut-être commencer à l'être maintenant !). De plus, il est doué de très grandes capacités d'absorption. Il donne donc des rendements extraordinaires. Ces caractéristiques, conjuguées à un marché qui tirait très fort, ont permis un développement important de la production, en l'absence totale de bases techniques. Le fléchissement des cours, qui est intervenu au bout de quelques années de forte expansion, a cependant changé la donne et les producteurs eux-mêmes se sont interrogés sur les coûts de production. Cela débouchait nécessairement sur la question de l'optimisation technique. Nous y avons travaillé à Artiguères, mais dans le même temps, les professionnels de l'AGPM (Association Générale des Producteurs de Maïs) ont créé une station expérimentale à Montardon, près de Pau, avec l'objectif de mettre au point les techniques d'élevage du canard mulard prêt à gaver.

**D.P./B.D. — Quels ont été les travaux conduits à Artiguères dans le domaine des techniques de production ?**

**D.R.P.** — Nous avons d'abord travaillé sur l'optimisation des conduites alimentaires. On sait bien que pour un animal qu'on va gaver, il faut assurer une consommation importante au départ, pour assurer la croissance. Ensuite, après une phase de rationnement, qui lui donne de l'appétit, on relâche progressivement l'alimentation (c'est le pré-gavage), avant de le mettre en gavage. Il fallait optimiser les choses sur le plan technique, pour obtenir le meilleur rendement possible, mais il y avait également une forte demande par rapport aux coûts de production. Le prix du kg d'aliment augmentait et la question de l'indice de consommation devenait très importante. L'oie sur laquelle nous avons travaillé précédemment nous a servi de modèle pour conduire nos expérimentations. Au cours de ces dernières années, nous avons dû nous pencher sur les questions relatives au bien-être animal. A partir du moment où nous avons été confrontés à ce problème, nous avons également réfléchi sur le modèle animal à utiliser dans nos expérimentations et nous avons décidé de privilé-

*Gavage de canards mulards à la machine hydraulique, en cages individuelles.*



gier le canard. Non seulement le nombre d'animaux gavés pour cette espèce est beaucoup plus élevé que pour l'oie (22 millions contre 600 000), mais en plus, 70 % des oies se trouvent encore aux mains des transformateurs directs, c'est-à-dire des conserveurs à la ferme. L'oie n'est pas vraiment entrée encore dans le circuit

industriel. Aussi le poids économique de cette production est-il aujourd'hui moins important. Nous n'abandonnons pas pour autant cette espèce. C'est ainsi que les travaux sur le comportement des animaux en gavage, réalisés dans un premier temps sur le canard, ont ensuite été étendus à l'oie. Nous avons d'ailleurs abouti à des conclusions qui ne sont pas les mêmes. Nous avons vraiment à faire à deux types d'animaux différents.

Ces travaux ont pris beaucoup d'importance, au cours des cinq dernières années. Nous essayons d'évaluer le stress subi par les animaux, quand on les gave. Nous analysons leur comportement dans le cadre de différents systèmes de contention. Cette recherche s'inscrit dans un contexte où le gavage apparaît menacé par des décisions prises au niveau des instances européennes et qui pourraient à terme aller jusqu'à l'interdiction de cette pratique. On mesure donc les enjeux de cette recherche, compte tenu de l'importance du foie gras dans l'économie agricole de certaines de nos régions.

Si l'interdiction du gavage n'est pas pour demain dans notre pays (12) en raison de l'importance économique du foie gras, des menaces plus immédiates se profilent au niveau des techniques de contention. La cage individuelle, utilisée lors du gavage, est mise en effet en cause. Les défenseurs des animaux considèrent qu'il est inadmissible de laisser un animal pendant 15 jours dans cette cage, sans qu'il puisse bouger. Ils demandent donc la suppression de cette installation, ce qui, à leurs yeux, constituerait une étape transitoire vers l'interdiction du gavage. Cette demande soulève l'indignation des professionnels. Ces derniers souhaitent, en effet, rentabiliser un investissement dont l'utilisation s'est généralisée, et surtout, ils voient dans l'abandon de cet équipement une remise en question des gains de productivité réalisés par les gaveurs.

**D.P./B.D. — Dans les années à venir, si le gavage en cage individuelle était interdit en France dans le cadre de la réglementation européenne en matière de bien-être animal, quelles seraient les conséquences économiques et sociales de cette mesure sur les éleveurs de palmipèdes à foie gras ? Se préparent-ils déjà à cet éventuel scénario ?**

**D.R.P. —** La conséquence économique directe de l'interdiction de la cage individuelle est une diminution importante de la productivité des gaveurs par allongement du temps de travail (20 à 30 %) et une tendance à des baisses de performances (- 10 % en poids de foie).

Par ailleurs, dans les systèmes de



*Gavage de canards mulards à la machine hydraulique, en épinettes collectives.*



*Étude du stress : prélèvement de sang pour le dosage de la corticostérone.*

contention collective, la pénibilité du travail du gaveur est accrue (capture des animaux, repérage difficile des animaux déjà gavés, position moins confortable) et il n'y a pas que des avantages pour les canards gavés (bousculade et piétinement des animaux les plus faibles ou lors des captures). La solution réside dans la recherche d'un logement collectif à effectif minimum, qui serait le meilleur compromis entre les qualités et les défauts des différents systèmes. LITAVI et le Lycée Agricole de Périgueux y travaillent actuellement.

**D.P./B.D. — Quels sont les résultats des expérimentations que vous avez pu réaliser sur le stress des animaux au gavage ?**

**D.R.P.** — Nous avons montré qu'un canard en cage était bien moins stressé par le gavage qu'un canard en liberté dans un parc, parce que ce qui stresse le plus l'animal, ce n'est pas le gavage, c'est le fait de le capturer. Le canard, placé en cage, est capturé une fois pour toutes. L'animal est un peu perturbé au départ, mais ensuite il s'habitue. Par contre, les animaux en parc doivent être capturés à chaque repas, ce qui provoque un stress, lors de chacune de ces opérations. Toutefois, nous avons également démontré qu'un canard, à qui l'on a appris à se déplacer pour aller manger, ne le fait pas aussi facilement pour aller prendre ses repas, lors de la période de gavage. L'oie semble réagir différemment. Elle est moins réticente à se déplacer, lorsqu'il y a intervention du gaveur. Cela ne nous étonne pas car, contrairement à une idée reçue, cet animal est plus docile que le canard mulard. Par contre, les différentes observations comparatives que nous avons pu faire sur ces deux espèces, montrent que l'oie est beaucoup plus "stressable" que le canard.

**D.P./B.D. — A côté de ces travaux sur le bien-être animal, avez-vous d'autres travaux en cours sur la production du canard ?**

**D.R.P.** — Aujourd'hui, en collaboration avec nos collègues de Nouzilly et de Toulouse, nous avons un programme en cours sur la reproduction de la cane commune, qui est la mère des mulards actuellement produits dans la filière canard. Cette génitrice a été élevée jusqu'à maintenant de façon empirique, aussi bien sur le plan nutritionnel, que sur celui du photopériodisme, avec de bons résultats. Mais aujourd'hui, comme le prix du caneton a baissé, il convient d'améliorer encore les résultats. On remet donc en question à la fois les conduites alimentaires et les programmes lumineux. Il y a aussi des progrès à réaliser au niveau de l'insémination artificielle, qui a déjà permis d'accroître considérablement la fertilité, mais dont la technique peut encore être mieux maîtrisée. Par ailleurs, on s'est aperçu que dans les œufs qui sont considérés comme infertiles (environ 30 %), il y a un pourcentage important d'embryons morts. Il s'agit en fait d'œufs qui ont été fertilisés, mais dont les embryons, pour des raisons diverses, sont morts précocement. C'est un problème économique important, mais pour le résoudre il ne faut pas se tromper de cible. Il faut savoir si on a affaire à une infertilité ou à une mortalité embryonnaire. Un programme de recherche a donc été lancé sur cette question. L'objectif est de discriminer, parmi les œufs éliminés au mirage, ceux qui sont vraiment infertiles de ceux qui sont morts et pour ces derniers, d'essayer de déterminer à quel stade et pour quelles raisons ils sont morts. Ce programme concerne en premier lieu les physiologistes de la reproduction et de l'embryologie. Une collègue IR a été recrutée à la Station de Recherches Avicoles, il y a deux ans, pour travailler sur ce sujet, qui comporte un volet canards dans lequel est impliquée Nadine Sellier. Les généticiens s'intéressent aussi à ce problème, parce que certaines mortalités embryonnaires peuvent être d'origine génétique, par anomalie chromosomique. En fait, ce sont plutôt les généticiens moléculaires qui sont concer-

---

nés et ceci est nouveau pour nous car jusqu'à maintenant, nous n'avions pratiquement pas eu l'occasion de collaborer avec des collègues de cette discipline.

Ce dont je viens de vous parler n'est pas propre au canard. Cela vaut pour toutes les espèces. Notre rôle est de sensibiliser nos collègues chercheurs aux problèmes rencontrés sur les espèces que nous étudions. Chez le canard mulard, il y a problème au niveau de la production du caneton. Que pouvons-nous faire pour améliorer les choses ? Si Artiguères n'existait pas, je suis persuadé que l'INRA se serait peu intéressé au foie gras. Aujourd'hui notre hiérarchie nous dit avec insistance que nous devons répondre à la demande sociale. Nous avons donc là une production dont l'importance économique est croissante. Je développe beaucoup cette argumentation quand il est question de l'avenir d'Artiguères. Nous disposons non seulement d'installations expérimentales performantes, mais aussi d'un savoir-faire sur les questions relatives au gavage. Or, on ne peut pas faire de foie gras sans gaver, les essais réalisés à une époque, avec notre collègue Pierre Auffray de Jouy-en-Josas, s'étant révélés peu concluants. Il serait donc dommage de ne pas valoriser pleinement ce savoir-faire progressivement acquis par les ingénieurs et les techniciens de l'Unité.

**D.P./B.D. — Les programmes développés à Artiguères sur certaines volailles pourraient-ils s'étendre à d'autres ?**

**D.R.P. —** Chez les oies, nous avons constaté que, selon les lignées génétiques, on n'obtenait pas les mêmes quantités de foie gras, en gavage. En France, l'oie dénommée "*grise du Sud-Ouest*", qui est l'oie à gaver par excellence, a depuis fort longtemps été élevée dans cette perspective. Elle a de ce fait été empiriquement sélectionnée à la ferme, les animaux qui ne donnaient pas de bons résultats étant éliminés. Dans d'autres pays, il existe des oies avec lesquelles on n'a jamais cherché à faire du foie gras. Elles ont été sélectionnées pour produire de la viande. Si l'on met en gavage deux lignées ayant fait l'objet d'orientations de sélection différentes, avec la même technique de gavage et une quantité de maïs ingéré équivalente pour les deux populations, on obtiendra des résultats très différents. Par exemple, l'oie grise du Sud-Ouest donnera 800 g de foie gras, alors que l'oie polonaise n'en produira que 400 g. L'explication de ce phénomène se trouve en partie dans les orientations métaboliques au moment de la synthèse des lipides. Chez les oiseaux, après la synthèse des lipides dans le foie, le processus de migration de ces graisses à la périphérie est plus ou moins bien assuré selon les types génétiques. Tous ces aspects intéressent les spécialistes de l'obésité de l'INSERM, et Dominique Hermier, avec qui nous collaborons sur ces questions-là, y a été détachée temporairement, il y a quelques années.

Je suis également persuadé que nos travaux actuels sur la mortalité embryonnaire peuvent avoir des retombées importantes pour d'autres espèces. En effet, comme le mulard chez les équidés, le mulard est une fabrication de l'homme. Il résulte de l'accouplement de la cane Pékin avec le canard de Barbarie qui sont deux genres différents. Ce dernier est appelé abusivement canard, mais en fait n'est nullement un canard (13). A partir de là, tout ce qui peut se passer au moment de la fécondation et de l'appariement des chromosomes, lors des processus de reproduction d'animaux appartenant à deux genres différents, peut être riche d'informations.

**D.P./B.D. — Pourriez-vous parler de votre déroulement de carrière ? Comment êtes-vous arrivé au grade d'ingénieur de recherche hors classe ?**

**D.R.P. —** Ma carrière va se terminer au grade d'ingénieur hors classe, mais elle aurait pu évoluer plus rapidement au cours du temps. C'est lié en partie à l'isole-



*Oies grises des Landes, souche à foie gras.*



*Troupeau d'oies polonaises blanches, sélection viande, élevage au pâturage.*

ment, mais également au soutien variable, selon les époques, dont j'ai bénéficié de la part de ma hiérarchie. J'ai démarré comme ingénieur 3A. Je suis ensuite passé en 2A au titre des diplômes (je n'ai plus la date en tête, mais à l'époque de nombreux agents ont bénéficié du même type de reclassement). Je suis resté 2A pendant des années et en 1984, lors de la titularisation, j'ai intégré le corps des ingénieurs de recherche de seconde classe). L'accès en IR de première classe s'est fait lorsqu'Aumaitre a été promu chef de département. Je suis passé ingénieur de recherche hors

classe, il y a 4 ans. Comme je ne suis pas carriériste dans l'âme, j'ai attendu que les choses viennent d'elles-mêmes. Jusqu'au stade d'IR 1ère classe, mon évolution de carrière a été liée au bon vouloir de mes supérieurs hiérarchiques. Pour la promotion en IR hors classe, il y a une sélection professionnelle qui nécessite le passage devant un jury. Ce qui est certain, c'est que j'ai pu observer que de nombreux collègues ingénieurs de recherche 2ème classe, à la Station de Recherches Avicoles de Tours, étaient passés en 1ère classe beaucoup plus rapidement que moi.

**D.P./B.D. — Est-ce parce qu'ils étaient plus près du Bon Dieu ?**

**D.R.P. —** Oui, le fait que Jean-Claude Blum (qui a exercé les fonctions de chef de département et pour lequel j'ai toujours eu beaucoup de sympathie) était issu de cette station a sans doute été bénéfique à tous ces collègues. Aumaitre lui était plus sensible aux problèmes de carrière des agents, dans la mesure où il avait été délégué du personnel. Il était très attentif à la situation des gens, qui étaient un peu paumés dans des stations isolées. Je pense avoir bénéficié de son approche des choses.

**D.P./B.D. — Avez-vous eu des engagements syndicaux ou des activités sociales dans le cadre de l'ADAS ?**

**D.R.P. —** Non. Je suis adhérent à l'ADAS et je participe bien volontiers aux activités, mais je n'organise rien. Mon collègue Gérard Guy s'y investit beaucoup pour Artiguères, et cela permet de faire connaître un peu notre site, car nous sommes une station isolée, avec beaucoup de personnel recruté localement. Jusqu'à il y a cinq ou six ans, pratiquement tous les agents qui ont été engagés étaient du cru, dans un rayon de 10 km autour de la station. Jusqu'en 1984, on recrutait sur des postes de contractuels, sans concours, et nous étions complètement maître d'œuvre de ces opérations. La plupart des agents, qui sont là aujourd'hui, ont été engagés par Monachon, puis par moi-même parce que nous les connaissions personnellement (eux et leur famille) et que nous savions quelles étaient leurs qualités. Nous nous sommes rarement trompés. La mise en place du statut de fonctionnaire pour l'ensemble des personnels de l'INRA a mis fin à ce recrutement exclusivement local.

**D.P./B.D. — Qu'est-ce que cela a changé pour vous ?**

**D.R.P. —** Aujourd'hui, les postes vacants sont mis à la mobilité pour que les agents en poste sur d'autres sites de l'INRA puissent éventuellement y avoir accès, s'ils le désirent, mais jusqu'à ce jour, nous n'avons jamais recruté personne par ce canal. Ensuite, il y a les concours. En fait, à l'exception de Gérard Guy, qui est arrivé chez nous comme ingénieur d'études, suite à un concours interne de promotion, tous les autres recrutements se sont faits par concours externe. La majorité des personnes, qui ont été engagées, viennent d'autres régions. Il faut dire que le contexte du recrutement a tout à fait

---

changé. La direction nous dit qu'elle ne fait pas trop de publicité, de peur d'être débordée par le nombre de candidats. Cela ne me paraît pas évident. Il me semble que cette approche présente un autre risque, qui est au contraire d'avoir un choix trop limité lors de certains recrutements. L'année dernière, nous avons embauché deux adjoints techniques et nous n'avions que 20 ou 25 candidats, alors que j'avais diffusé l'information dans tous les établissements d'enseignement agricole du secteur. Finalement, nous avons retenu 11 candidats à l'admissibilité et nous en avons auditionné 10. Les deux personnes, que nous avons choisies, sont des jeunes qui avaient déjà eu une activité professionnelle auparavant. Une jeune fille avait déjà travaillé dans le secteur des palmipèdes gras (chez un conserveur, qui avait des éleveurs sous contrat). Son collègue, titulaire d'un BTS, avait fait de nombreux petits boulots dans divers organismes, notamment dans des coopératives. Là encore, je considère que nous ne nous sommes pas trompés dans le choix des personnes que nous avons recrutées.

**D.P./B.D. — Sur quel statut étaient recrutées les personnes que vous avez embauchées ?**

**D.R.P.** — Dans les années 60, nous recrutons des ouvriers agricoles, qui ont d'abord été mensualisés, puis contractualisés. Ils sont devenus agents contractuels de l'État et appartenaient aux catégories 7B, 6B, 5B, 4B, 3B, etc... En 1984, il y a eu la titularisation et ces agents ont été intégrés dans les différents corps du nouveau statut (agents techniques, adjoints techniques, techniciens). Le reclassement dans les nouveaux corps s'est fait sur la base de la position statutaire acquise lors de la titularisation. C'est ainsi qu'on a pu retrouver, dans le corps des techniciens de la recherche, des personnes, qui de par leur ancienneté avaient atteint le niveau 3B. La difficulté a été ensuite de faire cohabiter ces agents, dont un certain nombre n'avaient pas même le certificat d'études, avec leurs jeunes collègues diplômés (14) et à qui étaient confiées des tâches beaucoup plus complexes pour une position statutaire équivalente. Nous avons donc eu une période un peu compliquée à gérer par rapport à ce problème, mais les choses sont en train de changer, parce que nos anciens ouvriers, devenus adjoints techniques ou techniciens de la recherche, partent progressivement à la retraite. C'est finalement assez intéressant de se remémorer toute l'histoire d'Artiguères. Je me souviens qu'au tout début, je suis allé vendre des oies sur le marché de Cazères-sur-Adour. A l'époque, il fallait faire connaître l'INRA, et dans cette localité distante de 30 km de notre station, se tenait chaque année (en novembre, je crois) un grand marché des oies prêtes à gaver. Les paysans de la région y venaient nombreux. Sur la place du village, chacun avait son petit enclos avec ses barrières, et à l'intérieur, il y avait souvent une dizaine d'oies et parfois davantage (jusqu'à 25 et plus). Alors moi, je venais avec la camionnette de la maison dans laquelle j'avais placé des oies prêtes à gaver, élevées à Artiguères, et différentes pancartes pour faire un peu de publicité pour l'INRA. Au printemps, je ne sais plus si c'était une fois par semaine ou tous les 15 jours, nous organisions aussi une vente d'oisons sur la station. La secrétaire, qui était en même temps régisseur du domaine, s'installait dans la cour avec une table et une petite caisse qui fermait à clé. Les gens payaient en argent liquide et il fallait pouvoir leur rendre la monnaie. Les paysans de la région venaient donc acheter chez nous 10 à 15 oisons, qu'ils élevaient ensuite sur leur exploitation. Quand on se remémore tous ces souvenirs et qu'on les compare à la situation présente, on se dit qu'on a quand même fait avancer les choses.

**D.P./B.D. — Tout à l'heure, vous avez évoqué les rapports que vous avez eus, en tant qu'ingénieur, avec les scientifiques. Ces rapports ont sans doute évolué beaucoup au cours de votre carrière. Quels sont les changements les plus marquants que vous avez observés en ce domaine ?**

**D.R.P.** — Au départ, dans notre petite station d'Artiguères, nous nous sentions un peu écrasés. Nous plaçons les scientifiques (avec un grand S) sur un piédestal. Je me souviens, en particulier, de mes déplacements à Tours où j'étais très intimidé face à mes collègues scientifiques. Les choses ont beaucoup évolué, au fur et à mesure que j'acquerrais des compétences professionnelles. J'étais, en effet, conduit à m'investir de plus en plus dans l'approfondissement des connaissances, et de ce fait, les rapports n'étaient plus les mêmes. Avec les scientifiques, j'ai acquis un statut de partenaire. Le travail en

---

commun amène également à relativiser certains complexes, car on s'aperçoit que les scientifiques, très forts dans leur discipline, sont souvent plus hésitants quand il s'agit d'appliquer à un animal certaines des conclusions auxquelles ils sont parvenus. Je pense que cette distance par rapport au terrain va s'accroître. Je vous parlais précédemment de certains chercheurs zootechniciens avec lesquels j'ai travaillé par le passé. Ces gens connaissaient parfaitement les modalités d'action de l'insuline, mais ils savaient aussi très bien ce qu'était un poulet. Aujourd'hui, certains de nos jeunes collègues savent toujours comment marche l'insuline, mais ils peuvent ne pas avoir la moindre idée de ce qu'est un poulet, et n'éprouver aucun besoin de le savoir. Évidemment, ma vision des choses est liée à ma conception de la recherche, qui doit avoir toujours des objectifs finalisés, sinon à court terme, du moins à moyen terme. Je comprends très bien qu'il faille une recherche très pointue dans certains domaines, mais celle-là ne me concerne pas directement dans l'immédiat. Je ne la prendrai en compte que lorsqu'elle aura fait des avancées significatives et que j'en verrai les retombées pratiques.

Malgré tout, je considère que nos rapports avec les chercheurs sont excellents. Ceux-ci sont réellement des partenaires et je crois que la conception que nous avons de notre mission, mes collègues ingénieurs d'Artiguères et moi-même et la manière dont nous nous impliquons concrètement dans les opérations de recherche, ne sont pas étrangères à cette situation. Dans notre station, sitôt finie la discussion autour d'un protocole expérimental, nous le mettons en place et nous le conduisons d'un bout à l'autre. Le scientifique est à Nouzilly ou à Toulouse et il vient nous voir de temps en temps. Il se repose entièrement sur nous pour le suivi des différentes phases du processus expérimental et la réalisation des diverses mesures qu'il implique. Notre travail ne s'arrête pas là. Nous prolongeons, en effet, la phase de recueil des données par un travail d'analyse statistique. A partir de là, nous pouvons discuter, avec les scientifiques, des résultats obtenus (nous communiquons beaucoup par téléphone et par mail maintenant). Ces discussions ouvrent parfois la voie à de nouvelles investigations. Notre manière de travailler est très différente de celle de mes collègues d'autres unités expérimentales. Il y a, par exemple, à Tours, une unité expérimentale avicole, avec à sa tête un ingénieur d'études, qui est par essence chef de service, mais qui en fait n'est qu'un exécutant. Quand les scientifiques ont besoin de faire une manip, ils vont le voir. C'est lui qui décide du nombre de poulets à impliquer dans l'opération, du poulailler qui servira de cadre à l'expérimentation et de quelques autres questions matérielles de ce type. Mais son rôle s'arrête là. Les mesures et l'exploitation des données sont prises en charge totalement par les scientifiques de la Station de Recherches Avicoles.

C'est la raison pour laquelle je n'adhère pas du tout à l'idée selon laquelle on pourrait transférer une partie des activités d'Artiguères à la SRA de Tours, au motif que la structure en place à Artiguères coûterait cher à l'INRA. Je n'y crois pas du tout. A la Station de Recherches Avicoles, compte tenu des moyens dont les scientifiques disposent aujourd'hui, mais surtout des programmes et des préoccupations qui sont les leurs, ils ne s'investiront pas à notre place dans les questions relatives aux palmipèdes à foie gras. En conséquence, si ces travaux de recherche ne sont plus réalisés chez nous, ils ne se feront plus. C'est quand on se cramponne à une bouée de sauvetage qu'on peut avancer de telles affirmations. On pourra toujours me rétorquer que "les cimetières sont pleins de gens indispensables". Il reste que je ressens un profond malaise quand, repensant au remue-ménage que nous avons connu à Artiguères et au chemin parcouru depuis lors, je mesure toutes les difficultés qu'il y a à assumer l'avenir de cette station.

**D.P./B.D. — Qu'en est-il de vos activités menées en collaboration avec les généticiens de Toulouse ?**

**D.R.P. —** Le travail en partenariat avec les scientifiques de la SRA de Tours, a également très bien fonctionné avec nos collègues généticiens de Toulouse, mais là aussi, nous avons des inquiétudes par rapport au passage des relais. A la SAGA, le grand manitou en matière de sélection animale, c'est Rouvier, mais il va partir à la retraite. Il y a bien deux jeunes chercheurs, qui peuvent prendre le relais, mais ils travaillent sur des champs assez restreints par rapport à nos préoccupations : l'un d'eux s'intéresse à la fertilité chez la cane (durée de période fertile, mortalité embryonnaire), tandis que sa collègue a investi un créneau très pointu, sur des questions relatives à la croissance musculaire. Rouvier lui embrasse un champ de réflexion très vaste, ce qui facilite les rapports de travail avec

---

lui. Nous pouvons notamment nous appuyer sur ses compétences larges, lorsque nous sommes confrontés à certains problèmes, lors des expérimentations (15).

L'approche de Rouvier est également essentielle dans les relations avec les professionnels et les sélectionneurs, car ces interlocuteurs ont des préoccupations assez larges. Par exemple, ils sont intéressés à ce qu'il faut faire pour améliorer la durée de la période fertile d'une cane, mais en même temps, ils veulent savoir comment tout cela peut s'intégrer dans un programme de sélection, lequel a forcément plusieurs objectifs. Cela m'amène à vous parler de la visite que je dois faire avec Rouvier demain et après-demain chez un sélectionneur de Vendée. Cette entreprise, avec laquelle nous collaborons depuis quelques années, sélectionne des oies à rôtir, des canards de Barbarie et s'occupe également de la production de canards mulards. Ce sélectionneur a passé une convention de prestation de services avec nos collègues généticiens pour le suivi de la sélection, les indexations, etc. Il y a donc beaucoup d'échanges avec Rouvier sur ces questions-là. En ce qui me concerne, j'interviens en matière d'élevage et de conduite des animaux en informant nos interlocuteurs des travaux conduits à Artiguères.

Je crois qu'avec Rouvier nous constituons un binôme efficace (je dis parfois, pour plaisanter, qu'il est la tête et moi les jambes) dans ce type de relations avec les professionnels. Les rencontres que nous avons avec eux me paraissent importantes à un double titre : d'une part, elles nous permettent de présenter à nos interlocuteurs la réalité de nos travaux et, d'autre part, de recueillir de nombreuses informations utiles à l'approfondissement de nos recherches. Les professionnels nous parlent, en effet, de ce qu'ils font, mais aussi des difficultés auxquelles ils sont confrontés, du contexte économique et social dans lequel s'inscrivent leurs activités, de leurs projets, de leurs interrogations, etc.. Nous avons aussi ce type d'échanges avec la SEPALM. A un moment donné, nous avons eu quelques problèmes relationnels avec l'encadrement de cette société, mais les dirigeants viennent de mettre en place un nouveau directeur, que nous connaissons bien. Il souhaite notamment collaborer avec nous sur différentes questions relatives à l'élevage des oies, car il veut absolument sauver cette production.

J'ai ouvert cette parenthèse pour expliquer l'importance que nous attachons aux relations avec les professionnels, et le rôle qu'a pu jouer dans leur maintien et leur renforcement un scientifique, directeur de recherche de 1ère classe, qui fait autorité dans sa discipline. J'aurais pu citer d'autres collègues de Tours, qui bénéficiaient aussi d'une image très positive chez les acteurs de la filière avicole.

**D.P./B.D. — J'ai rencontré Paul Stevens, qui avait travaillé au Syndicat National des Aviculteurs Agréés (SNAA). Pour quelles raisons l'oie était-elle restée en dehors des préoccupations du SNAA ?**

**D.R.P.** — Je ne saurais trop le dire. Stevens a été aussi directeur du SYSAF (Syndicat des Sélectionneurs Avicoles Français), mais effectivement la sélection des oies n'était pas rattachée au SYSAF jusqu'à ce que le sélectionneur SEPALM (ce n'est plus une SICA maintenant, c'est un sélectionneur à statut privé) y adhère récemment. Je pense que cette adhésion est liée au fait que la direction de la SEPALM a été assurée pendant deux ans par Yves de la Fouchardière, qui était en même temps directeur de la SASSO. Cette Société localisée dans les Landes sélectionne le poulet jaune des Landes et le poulet de Loué. Son directeur avait des responsabilités dans le SYSAF (je ne sais plus s'il était trésorier ou président). Pour revenir aux oies, je pense que leur non-appartenance au SYSAF s'explique par l'histoire de la sélection de cette espèce. Au départ, la sélection était faite uniquement par l'INRA (c'était J. P. Boyer, à Tours, qui s'en occupait) et puis, lorsque l'INRA a vendu ses souches d'oies à la SEPALM, cette dernière a fait réaliser ses travaux d'indexation par la Station d'Amélioration Génétique des Animaux de l'INRA-Toulouse et non pas par le SYSAF. Aujourd'hui, il est à noter que certains sélectionneurs privés n'ont pas adhéré au SYSAF. C'est le cas de la société Gourmaud, localisée en Vendée, et que nous allons voir demain. C'est pourtant le 2ème sélectionneur de canards de Barbarie, après Grimaud. Il n'a pas adhéré au SYSAF parce qu'il n'y a trouvé aucun intérêt ou parce qu'on lui a mis des bâtons dans les roues, lorsqu'il a voulu y entrer. Tant qu'on n'arrivera pas à lui démontrer qu'il a tort de ne pas y être, il n'ira pas. Il fait faire sa sélection pour les canards par un sélectionneur allemand, qui est prestataire de services, et pour les oies, il a passé une convention avec l'INRA.

---

**D.P./B.D. — Pour assurer le développement de la station d'Artiguères, vous vous êtes appuyé sur les unités de recherche de l'INRA, mais en même temps vous avez essayé de renforcer vos rapports avec les producteurs agricoles en essayant de répondre aux questions qu'ils se posaient.**

**D.R.P. —** Le seul endroit où les producteurs pouvaient avoir des informations ou des conseils, pour élever leurs oies d'abord, et leurs canards ensuite, c'était à l'INRA. C'est moins vrai aujourd'hui parce que d'autres expérimentateurs se sont mis en place.

**D.P./B.D. — Les questions posées par les gros producteurs ne devaient pourtant pas être les mêmes que celles des petits éleveurs ?**

**D.R.P. —** Pour les oies, il n'y avait pas de gros producteurs.

**D.P./B.D. — Certes, mais il en existe en matière de canards !**

**D.R.P. —** Pour les canards se sont mis effectivement en place, depuis peu, des élevages importants, mais pour cette espèce, nous sommes peut-être moins sollicités sur les aspects élevage ou techniques d'élevage. Il existe, en effet, la station créée par l'AGPM et dont j'ai déjà parlé. Cette station de recherche appliquée, conçue pour mettre au point des techniques d'élevage, est sans doute plus directement en prise avec les professionnels. Nous sommes donc davantage consultés pour des problèmes particuliers (par exemple la digestibilité du maïs présenté sous diverses formes ou les problèmes de bien-être animal) que sur les techniques d'élevage pures et dures (température de chauffage ou conduite alimentaire). Pour l'oie aussi, l'évolution va dans le même sens avec la création à Coulaures, en Dordogne, d'une station au service des producteurs d'oies, qui travaille exclusivement sur la mise au point de techniques d'élevage et de gavage (elle participe également depuis 1999 à un programme de recherche sur la maîtrise de la reproduction de l'oie dans lequel sont impliqués l'INRA à Artiguères et la SEPALM).

**D.P./B.D. — De qui dépend cette station?**

**D.R.P. —** D'une association. Elle est financée par des crédits régionaux et locaux, par l'OFIVAL et le CIFOG.

**D.P./B.D. — L'Institut Technique de l'Aviculture et des Élevages de petits Animaux (ITAVI) est-il impliqué dans des expérimentations ou des actions de développement concernant les palmipèdes ?**

**D.R.P. —** Les palmipèdes relèvent de l'ITAVI (il y a même un ingénieur de cet institut à Mont-de-Marsan), mais cet organisme technique professionnel me paraît beaucoup moins efficace que ses homologues d'autres secteurs (Institut Technique du Porc, Institut Technique des Céréales et Fourrages, etc.). Il est vrai qu'il faut resituer tout ce qu'on peut dire à ce sujet dans le cadre de la relation traditionnellement ambiguë entre l'INRA et l'ITAVI. Une petite phrase, que nous prononçons parfois à l'endroit de nos interlocuteurs de l'ITAVI, me semble bien résumer ce contexte : *"les gens de l'ITAVI, quand ils font du développement, demandent à l'INRA de venir parler"*. C'est exactement ce qui se passe et je peux donner un exemple, qui illustre bien cette réalité. L'ITAVI devait réaliser une expérience sur le terrain pour essayer de préciser à quel endroit de la chaîne d'abattage entre la salle de gavage et l'arrivée dans la salle de découpe, se situent les fractures d'ailes des canards. Il y a, en effet, beaucoup de casse d'ailes chez les canards gavés. Cela peut se passer dans différents lieux : soit dans la cage de gavage (ceux qui veulent supprimer cette installation avancent cet argument), soit lors des manipulations qui précèdent le transport de l'animal à l'abattoir (on le retire de la cage pour le placer dans une caisse), soit quand on l'accroche sur la chaîne d'abattage. L'ITAVI a monté un protocole, mais le Ministère de l'Agriculture, ayant eu vent de l'opération, a interdit cette expérience. L'opposition du Ministère reposait essentiellement sur deux arguments : d'une part, la personne qui devait s'occuper de cette opération n'était pas habilitée à faire de l'expérimentation animale et,

---

d'autre part, les endroits prévus pour réaliser l'expérience n'avaient pas reçu non plus cette habilitation. A force de discussions, les représentants des professionnels étant entrés dans le débat, le Ministère a accordé à l'ITAVI une dérogation quant au lieu d'expérimentation. En conséquence, un certain nombre de choses ont pu être faites au niveau de l'abattoir. Par contre, pour la personne chargée de réaliser l'expérimentation, les démarches d'habilitation étant beaucoup plus longues, les agents de l'ITAVI se sont retournés vers moi pour me demander si je voulais bien chaperonner l'expérience, compte tenu de mon habilitation à faire de l'expérimentation animale. Depuis le temps qu'on parle de cela, il est quand même étonnant que dans un Institut Technique, où les agents qui sont sur le terrain sont censés y réaliser des expérimentations, on n'ait pas pensé à les former à l'expérimentation animale et à recueillir les autorisations nécessaires. J'ai finalement accepté la proposition de l'ITAVI parce que je souhaitais qu'on apporte une réponse à la question posée par les professionnels, qui avaient initié la demande d'expérimentation. Je dois dire que j'avais beaucoup de réticences, car nous avons été plusieurs fois échaudés par des expérimentations de terrain, les conditions expérimentales étant souvent loin d'être maîtrisées. Pour conclure sur cette question par rapport à l'ITAVI, je dirai que l'ITAVI travaille assez bien de manière globale, mais que son efficacité est bien moindre dans le domaine des palmipèdes.

**D.P./B.D. — Qui est responsable du Conseil Scientifique des Utilisateurs du domaine d'Artiguères ?  
Quel est votre rôle dans cette instance ?**

**D.R.P.** — L'animateur est Aumaitre. Étant chef de service, je suis invité permanent. Ce qui me semble intéressant, puisque vous avez posé la question, c'est d'expliquer comment nous utilisons cette formule pour organiser, une fois par an, la réunion des personnes, qui sont des décideurs vis-à-vis du domaine d'Artiguères. Cela n'a rien à voir avec les dispositions réglementaires qui, lorsqu'elles sont appliquées à la lettre, réduisent considérablement l'intérêt de cette structure. Dans une unité, comme la nôtre, qui dépend directement du département, l'animateur du CSU est normalement le chef de département. Aumaitre l'a donc été à ce titre, lorsque les CSU ont été créés. Quand les départements "Élevage des Monogastriques" et "Élevage et Nutrition des Herbivores" ont été fusionnés, c'est Jacques Robelin qui a pris la tête du nouveau département "Élevage et Nutrition des Animaux", dont nous relevons désormais. J. Robelin aurait dû devenir automatiquement animateur de notre CSU, mais Aumaitre a souhaité le rester car il voulait continuer à suivre ce qui se faisait à Artiguères. C'était un choix un peu personnel. C'est vrai qu'étant devenu chef de département à une époque où nous sortions d'une période particulièrement trouble, il avait beaucoup œuvré pour le développement d'Artiguères. Et puis, comme je l'ai déjà dit, je pense que c'est dans le tempérament d'Aumaitre d'être attentif aux problèmes des petites unités isolées. Robelin a accédé au souhait d'Aumaitre en lui disant : "je n'y vois pas d'inconvénient, mais si un jour nous ne sommes pas d'accord, ce sera mon point de vue qui l'emportera". En fait, jusqu'à maintenant, il n'y a pas eu de problème, Aumaitre est donc resté, l'animateur de notre CSU. Y siègent également Jacques Robelin, notre chef de département, Bernard Bibé, chef du département de Génétique Animale, Charles Riou, le président actuel du Centre de Bordeaux, ainsi que des scientifiques de la Station de Recherches Avicoles de Tours et de la Station d'Amélioration Génétique des Animaux de Toulouse.

Pour assurer un bon fonctionnement de notre CSU et en faire un outil efficace, il m'a semblé qu'il fallait dépasser les aspects réglementaires. Je me suis dit que les réunions de cette structure pouvaient constituer des moments favorables pour réunir autour d'une même table, toutes les personnes qui, d'une façon ou d'une autre, intervenaient dans les activités d'Artiguères. A partir de là, j'ai demandé qu'en plus des membres statutaires, les réunions soient ouvertes à l'ensemble des scientifiques, qui ont une activité sur la station. Les gens concernés sont, pour la plupart, très assidus et cela permet d'avoir des échanges de vue approfondis sur place, entre nous et les chercheurs, mais aussi entre les scientifiques eux-mêmes, notamment entre les chercheurs de la Station de Recherches Avicoles et leurs collègues généticiens de Toulouse qui, en dehors, n'ont guère l'occasion de se rencontrer. En général, les réunions se déroulent de la manière suivante : les deux ingénieurs d'études présentent rapidement, pour chacun de leur secteur, un bilan de l'activité de la station au cours de l'année qui s'est écoulée. Ils exposent également les projets envisagés. En ce qui me concerne, je traite des problèmes plus généraux de la station : aspects budgétaires, problèmes du personnel, constructions et réparations, etc. Il

---

y a donc matière à discussion et en général les débats sont riches et animés. Ce qui me plaît dans ces réunions, c'est que les scientifiques invités y viennent nombreux et qu'ils s'impliquent beaucoup dans les débats. Je note aussi que les chefs de département y sont toujours venus (16).

**D.P./B.D. — En résumé, le fonctionnement de votre CSU vous donne toute satisfaction.**

**D.R.P.** — Je vois fonctionner d'autres CSU, qui s'en tiennent aux dispositions statutaires. C'est le cas par exemple de celui de la SELAP (la Station Expérimentale des Lapins et Palmipèdes de la SAGA, à Toulouse). Je constate que les chercheurs, qui travaillent sur les palmipèdes, ne sont pas invités au CSU. Cela me choque parce que je ne sais pas comment on peut parler de l'utilisation d'une unité expérimentale, si les chercheurs concernés ne participent pas. Lorsqu'ils ont conçu le CSU, nos supérieurs hiérarchiques avaient sûrement en tête des idées assez précises sur le rôle à remplir par cette structure. Moi, j'en ai d'autres : j'ai œuvré pour que notre CSU fonctionne véritablement comme un Conseil Scientifique. Les deux approches sont peut-être complémentaires. En tout cas, pour ce qui concerne notre CSU, je trouve que si les gens y viennent et participent activement aux débats, c'est qu'ils y trouvent un intérêt.

**D.P./B.D. — Dans le domaine des palmipèdes, vous avez parlé des recherches qui étaient faites dans d'autres pays, en particulier à Taïwan. Est-ce que les producteurs ou les conserveurs français sont tentés de faire appel aux résultats des travaux de recherche de ces pays ?**

**D.R.P.** — Pas vraiment, car en matière de foie gras, la France est le premier producteur mondial et les recherches à l'étranger sont peu développées.

**D.P./B.D. — Pour la production de foie de canard aussi bien que pour celle de foie d'oie ?**

**D.R.P.** — Globalement, parce que pour l'oie, la France n'est que le second producteur mondial derrière la Hongrie. Aujourd'hui, la France achète pratiquement tous les foies gras, produits dans les autres pays, et les consomme. La part, qui est exportée à l'étranger, reste très faible eu égard au volume du produit traité (nous traitons environ 12 000 tonnes de foie gras et nous en exportons 1 000 tonnes). Au vu de ces chiffres, on comprend aisément qu'il n'y ait pas grand chose à glaner à l'extérieur du point de vue des résultats de recherche. En ce qui concerne Taïwan, il n'y a pas de gavage dans ce pays. Seule la SAGA de Toulouse a des échanges avec les scientifiques taïwanais. Nous avons une collaboration avec la Pologne sur la sélection de l'oie à rôtir et avec l'Allemagne (Université de Halle, ex Allemagne de l'Est). Dans ce dernier cas, le programme de collaboration porte sur l'élevage extensif de l'oie au pâturage (17) et Gérard Guy vient de passer huit jours en Allemagne. Seuls, en matière de résultats de recherche, les Hongrois ont des choses vraiment à nous apprendre. Nous avons des échanges réguliers avec eux, depuis plusieurs années. Tous les ans, nous rendons visite à nos collègues hongrois et ils viennent nous voir à Artiguères, mais nous ne collaborons pas avec eux sur les problèmes relatifs à la production du foie gras. Cela résulte de la pression des professionnels, qui font du protectionnisme par rapport à cette question. Nous sommes donc restés très prudents dans ce domaine, d'autant que la hiérarchie de l'INRA nous a toujours mis en garde vis-à-vis des collaborations au cours desquelles nous pourrions être trop bavards sur le gavage et les techniques de production du foie gras. Par contre, dans le domaine de la reproduction de l'oie (à rôtir ou destinée au foie gras), les échanges avec nos collègues étrangers deviennent possibles. Le sujet est beaucoup moins sensible.

**D.P./B.D. — Pourquoi toutes les questions qui touchent au gavage et à la production du foie gras sont-elle aussi sensibles ?**

**D.R.P.** — Parce que les producteurs français pensent qu'à l'occasion d'échanges avec des collègues étrangers, nous pourrions apporter des conseils, des renseignements et des informations techniques qui favo-

---

riseraient l'implantation ou le développement de la production de foie gras dans différents pays et ils redoutent particulièrement la concurrence. Je pense que c'est un peu pratiquer la politique de l'autruche. De toutes façons, de nos jours, tout le monde a les moyens de s'informer. Nous publions nos travaux et, à partir de ce moment-là, ils sont accessibles à tous. Je dois dire honnêtement que lorsque nous échangeons avec nos collègues hongrois, nous ne nous autocensurons pas et les sujets de discussion débordent bien souvent le cadre de notre programme de coopération sur les aspects reproduction de l'oie. Je n'envisage pas les choses d'une autre manière et je constate que les apports fonctionnent dans les deux sens : nos collègues hongrois nous communiquent aussi des informations qui constituent d'utiles matériaux pour l'enrichissement de notre travail de recherche et de développement.

**D.P./B.D. — En matière de recherche et de développement où en est aujourd'hui la filière oie en France ?**

**D.R.P.** — A mon avis, elle ne dispose plus que de quelques années pour se ressaisir, à défaut de quoi la production de l'oie risque de se trouver quasiment rayée de la carte. Cela fait 20 ans que nous disons un peu la même chose, mais je pense qu'actuellement le point de non-retour est atteint. La production se trouve toujours entre les mains de petits producteurs fermiers ou de petits conserveurs à la ferme. Elle peut encore se maintenir quelque temps dans son système traditionnel, mais progressivement, elle est appelée à s'éteindre, au fur et à mesure que ces professionnels arrêteront leur activité. Le secteur de la filière, qui risque de souffrir le plus de l'absence d'innovations techniques au niveau de la production, est le circuit industriel. Aujourd'hui, les industriels qui font du foie gras d'oie ne se comptent plus que sur les doigts d'une main. Ils croient encore un peu dans l'avenir de ce produit, sous réserve d'en maîtriser les contraintes techniques. Le directeur de la SEPALM partage ce point de vue et il tient à peu près le discours suivant : *"je vais encore essayer de sensibiliser les producteurs d'oisons à toutes les techniques que l'INRA a mises au point pour le désaisonnement de la ponte. Si je n'y arrive pas, je vais devoir laisser tomber ces gens-là, qui vivent dans leur petit monde, à moins que l'on subventionne ma sélection d'oies au titre de la défense du patrimoine, par exemple. Sinon, je ne peux plus continuer à financer la sélection des oies avec celle des canards pour laquelle je suis en concurrence avec au moins deux autres sélectionneurs. Je dois donc surveiller mes coûts de production"*. Lorsque le marché était moins difficile à la SEPALM, la sélection de l'oie a été maintenue grâce aux profits générés par le secteur canards, mais aujourd'hui les données ont complètement changé.

**D.P./B.D. — Comment se positionne l'INRA par rapport à l'avenir des recherches sur l'oie ?**

**D.R.P.** — A l'INRA, notre hiérarchie s'interroge et fait un peu pression sur nous sur le thème : *"Est-ce bien raisonnable de continuer à travailler sur les oies, compte tenu de la situation de la filière et ses perspectives d'avenir ?"*. A Artiguères, nous ne voulons pas abandonner l'oie. Depuis de nombreuses années, nous nous sommes beaucoup investis sur ce créneau et nous avons effectué des progrès considérables, notamment en matière de reproduction. Nous avons également réalisé un important travail de communication dans ce domaine. Il y a bien sûr les publications, mais aussi de nombreuses interventions par conférence (par exemple, au mois d'octobre, il va y avoir les 3èmes Journées de la Recherche sur les Palmipèdes à Foie Gras où nous serons présents). Malgré tout, sur le terrain, il n'y a pas de véritable progrès génétique chez l'oie... Les éleveurs qui considèrent que cette espèce est peu prolifique, qu'elle est chère à produire et que le marché n'est pas très porteur, sont peu portés à investir et ce faisant, s'interdisent tout progrès substantiel. C'est *"le chat qui se mord la queue"*. Cette vision des choses est parfaitement statique et ne prend pas en compte les avancées de la recherche : à Artiguères, nos oies pondent deux fois plus que celles des particuliers. Il faut s'appuyer sur cette donnée pour essayer de moderniser le système de production traditionnel. Mais encore faut-il arriver à convaincre les éleveurs. C'est ce que nous essaierons de faire prochainement avec Nadine Sellier, à la demande de la SEPALM, qui a organisé une réunion de travail à l'intention de ses clients en vue de les sensibiliser à la question des nouvelles méthodes de production des oisons.

---

Pour justifier la poursuite de nos travaux sur les oies, nous avons un autre argument, qui est partagé par un certain nombre de chercheurs. Il consiste à dire que l'oie constitue un très bon modèle pour développer des travaux de recherche dans différents domaines. J'ai déjà parlé des recherches sur l'obésité par les scientifiques de l'INSERM, mais il y a aussi d'autres travaux, qui font appel à l'oie comme matériel expérimental. Je pense notamment aux recherches de notre collègue universitaire de Strasbourg (Yvon Le Maho), qui étudie la boulimie et la résistance à la diète et à d'autres travaux sur le comportement alimentaire.

D'un point de vue plus matérialiste, nous sommes très attachés à notre troupeau d'oies pour des raisons d'ordre budgétaire. L'autofinancement, auquel nous sommes contraints pour assurer le fonctionnement de la station, nous oblige à accorder une attention particulière à la vente de nos produits et, de ce point de vue, c'est l'oie qui nous apporte la majorité de nos ressources financières. Au contraire, certains travaux de génétique sur le canard nous coûtent relativement cher, sans contrepartie monétaire : il s'agit de travaux sur des canards d'un type génétique particulier qui n'a pas de valeur marchande aujourd'hui.

**D.P./B.D. — Certains industriels se mobilisent pour essayer de relancer la production des oies en France. Leur demande se traduit par la recherche de matière première de haute qualité. Dans quelle mesure les producteurs peuvent-ils y faire face ?**

**D.R.P.** — La qualité de la matière première est effectivement au centre des préoccupations des industriels qui œuvrent pour relancer la production d'oies françaises. Jusqu'à ces dernières années, certains d'entre eux s'approvisionnaient assez largement en Europe de l'Est (principalement en Hongrie), mais outre la question de la qualité des foies, ces transformateurs étaient confrontés à d'autres problèmes, tels que l'irrégularité des approvisionnements en volume ou l'absence de normes sanitaires. Par ailleurs, ils souhaitent aujourd'hui développer la traçabilité de leurs produits pour répondre aux exigences nouvelles des consommateurs français.

La volonté de certains industriels de revenir à des sources d'approvisionnement hexagonales ne va pas sans poser des difficultés. En effet, pour ces transformateurs, la politique de relance de la production d'oies françaises doit s'appuyer sur des objectifs bien précis (foies légers non fondants, peu de viande, industrialisation maximum du gavage), qui ne sont pas ceux des producteurs traditionnels du Sud-Ouest. Ils sont donc conduits à s'installer dans des régions nouvelles et à faire appel à du personnel non qualifié (salariés, éleveurs prestataires de service) qu'ils forment et rémunèrent à la tâche.

**D.P./B.D. — Selon vous, quels seraient les modèles de développement (systèmes techniques, taille des ateliers, statut des producteurs, etc) les plus pertinents pour assurer l'avenir des producteurs qui s'inscriraient dans cette démarche de relance de la production d'oies françaises ?**

**D.R.P.** — Compte tenu de ses caractéristiques propres, l'oie s'adapte difficilement à une production trop intensive. Sa faible capacité d'ingestion ponctuelle nécessite ce qu'on appelle "la repasse" à chaque repas (c'est-à-dire quatre passages par jour, au lieu de deux chez le canard). L'obligation de gaver au mélange grains broyés/grains entiers complique la préparation de l'aliment de gavage. La taille des bandes est environ 60 % de celles des canards. La moindre productivité du gaveur d'oies par rapport au gaveur de canards doit être compensée par le prix du foie gras (d'autant que la viande a peu de valeur) (18).

C'est, à mon avis, une condition indispensable à la relance d'une politique contractuelle de production de foie gras d'oie de qualité. Ce n'est pas vraiment le cas. Le prix moyen du kilogramme de foie gras a baissé de 25 % en 10 ans, alors que la production a diminué d'environ 15 % et que les importations ont plutôt régressé. Chez le canard, au cours de la même période, le prix du foie a connu la même baisse, mais elle peut s'expliquer par un doublement de la production.

Cette situation n'encourage pas les gaveurs traditionnels indépendants à se lancer dans une politique contractuelle, malgré les offres de certaines structures.

Il reste donc le gavage salarié avec ses risques au plan technique et son aspect social quelquefois discutables.

---

**D.P./B.D. — Pourquoi le gavage salarié est-il porteur de risques au plan technique ?**

**D.R.P.** — Rémunéré à la tâche, le gaveur a tout intérêt à traiter un maximum d'animaux. Il y est d'ailleurs encouragé par les technologies très performantes, dont nous disposons actuellement (dans certains ateliers industriels, on gave maintenant un canard en quelques secondes). Cette très grande productivité du travail génère des dérives au niveau de la qualité des foies, avec souvent une grande hétérogénéité d'un animal à l'autre.

Il importe donc de réhabiliter le savoir-faire du gaveur, d'où la nécessité d'intéresser les salariés aux résultats techniques. Certains industriels l'ont compris et ils ont mis en place de nouvelles modalités de rémunération qui intègrent cet aspect des choses.

**D.P./B.D. — La filière foie gras est aujourd'hui confrontée à "la mondialisation" et cela suscite bien des interrogations en son sein. Dans ce secteur, l'offensive libérale prend des formes diverses. Il y a le développement des ateliers de gavage de grande taille qui inquiète certains producteurs favorables au décret de 1996 destiné à maîtriser ce phénomène. On pourrait également citer les menaces qui pèsent sur la spécificité française (au niveau de l'Union Européenne) du foie gras de canard, issu exclusivement du gavage d'animaux mâles dans une optique de qualité. Au sein de la filière, ces questions donnent-elles lieu à discussions? Les débats font-ils apparaître des contradictions d'intérêts entre certains des acteurs concernés ?**

**D.R.P.** — Personnellement, je pense que la limitation de la taille des ateliers de gavage a deux avantages :

- garantir la qualité des produits ;
- freiner le développement excessif de la production possible grâce aux gains de productivité qu'offrent les techniques modernes, mais à l'origine de la chute des prix.

Mais encore faut-il que les règlements soient suffisamment précis pour n'être pas détournés.

La restriction au canard mulard mâle de l'appellation foie gras vise, certes, à protéger la qualité mais, à mon avis, bien plus à protéger la filière d'une surproduction brutale, qui pourrait résulter du gavage des femelles, s'il se vulgarisait.

Il y a quelques années, les accouveurs, qui produisent quasiment autant de femelles que de mâles, avaient trouvé un débouché dans certains pays de l'Est (notamment la Bulgarie) où ces canettes gavées produisaient un foie gras importé par les conserveurs français. Sa qualité, moins bonne que celle du foie du mâle (foie souvent fortement veiné), semblait suffisante néanmoins pour certains types de produits.

Dans un premier temps, le CIFOG a indemnisé les accouveurs pour qu'ils n'exportent plus. L'Union Européenne semble se faire tirer l'oreille pour entériner cette demande de la filière française.

Selon que l'on est accouveur, gaveur ou conserveur, les intérêts peuvent être contradictoires. Mais c'est à l'interprofession à trouver des compromis qui soient acceptables par tous.

**D.P./B.D. — Il est toujours difficile de parler d'exploitations-type, d'autant que les élevages d'oies et de canards pour le foie gras débordent aujourd'hui les zones de production traditionnelles, ce qui accroît la diversité des systèmes d'exploitation dans lesquels ils peuvent s'inscrire. Pourriez-vous cependant décrire sommairement quelques exploitations productrices de foie gras et dont on peut considérer qu'elles sont représentatives des systèmes les plus répandus.**

**D.R.P.** — Il existe une multitude de cas de figure de la spécialisation stricte à un stade de la production au conserveur à la ferme qui fait tout, sans compter les systèmes mixtes (une part de circuit long par l'industrie, une part de transformation directe).

Pour la filière dite longue, c'est-à-dire la plus organisée autour d'un abattoir, d'une coopérative ou d'un industriel, le schéma le plus classique distingue :

- les éleveurs de prêts à gaver (quelques centaines à quelques milliers d'animaux), qui ventilent la totalité de leurs animaux, à l'âge requis, auprès des gaveurs. Ils élèvent 3 à 4 bandes / an (3 à 4 000 oies – 15 à 20 000 canards – durée d'élevage 10 à 14 semaines).
- une variante est l'éleveur gaveur, qui gave une partie des animaux qu'il a élevés et qui reçoit d'un autre éleveur les bandes de gavage qu'il traite entre deux élevages chez lui.

---

- les gaveurs : ils ne font que cela. Ils sont approvisionnés de manière planifiée par les éleveurs. La plupart du temps, ils livrent leurs animaux gavés à l'abattoir collectif auquel ils sont rattachés, sauf s'ils possèdent eux-mêmes une salle d'abattage agréée (normes européennes). Dans ce cas, ils livrent des animaux réfrigérés à la salle d'éviscération. Ce cas de figure est toutefois de plus en plus rare.

La taille des ateliers de gavage est en principe limitée pour les canards à 1 000 têtes par exploitation. La production annuelle est fonction de la dimension de ces ateliers et du nombre de bandes gavées. Elle est en moyenne de 10 à 12 000 canards ou 3 à 5 000 oies.

La planification des mouvements d'animaux entre les éleveurs, les gaveurs, les abattoirs et les unités de transformation est assurée par les techniciens des structures (coopératives ou privées) auxquelles sont liés par contrat les producteurs.

Dans la filière courte, c'est-à-dire celle des transformateurs directs (conserveurs à la ferme), le principe est le plus généralement celui de l'éleveur gaveur, qui poursuit pour tout ou partie de sa production jusqu'à la transformation et la vente de ses produits.

**D.P.B.D. — Pourriez-vous nous parler des conserveurs à la ferme ? Qui sont-ils, que produisent-ils ? Leur pérennité est-elle menacée ?**

**D.R.P.** — Comme je viens de le dire, les conserveurs à la ferme élèvent, gavent, transforment et vendent directement leurs canards ou leurs oies. Je ne saurais dire précisément dans quelles proportions, mais leur nombre a fortement diminué au fur et à mesure de l'organisation voire de l'industrialisation de la filière et des contraintes toujours plus rigoureuses qui leur sont imposées au plan sanitaire. Ceux qui restent ou les nouveaux venus sont des personnes, qui ont bien intégré cette nouvelle façon de travailler et qui ont investi pour être aux normes. Des individuels aux petits regroupements de producteurs, les structures sont variées, mais ils intègrent le plus souvent tous les maillons de la chaîne de production à l'exception de l'accoupage.

On a pu penser, il y a une dizaine d'années, que leur pérennité était menacée mais, à mon avis, ce n'est plus le cas car ils véhiculent des images de tradition, de terroir, de qualité qui sont particulièrement appréciées des consommateurs. La pérennité de ces acteurs suppose cependant que les marges laissées par la production du foie gras ne se détériorent pas davantage (surtout pour les plus petites structures). Il leur faudra également, tout en veillant au maintien de la qualité des produits, adapter leur appareil productif aux évolutions économiques en cours et à la demande des consommateurs. Pour ce faire, ils peuvent agir sur différents leviers, voire développer simultanément plusieurs innovations. Il existe un certain nombre de domaines dans lesquels les conserveurs à la ferme peuvent opérer des changements qui devraient s'avérer bénéfiques sur le plan économique. Je citerai notamment :

- le passage de la production d'oies à celle de canards sur certaines exploitations (on l'observe souvent lors des changements de génération).

- la modernisation du système de production traditionnel, en particulier chez les producteurs d'oies pour lesquels des marges de progrès significatives existent en matière d'élevage et de gavage.

- l'élargissement de la gamme des produits proposés aux consommateurs.

Je ne connais plus très bien les statistiques, mais les conserveurs à la ferme doivent représenter 70 % de la production pour les oies et 30 % pour les canards.

**D.P.B.D. — Ces dernières années la question des orientations de production a fait l'objet de débats animés au sein de la filière foie gras entre les tenants de la tradition et ceux d'une production plus moderne, plus rationnelle. Qui étaient les acteurs qui défendaient chacune de ces options ? Quelles argumentations développaient-ils ?**

**D.R.P.** — Les acteurs sont nombreux, dispersés dans tous les départements producteurs. Je ne les connais pas tous. Je ne citerai que deux Landais :

- Jacques Castaing, Président de MAISADOUR (filiale longue avec intégration de tous les maillons de l'accoupage à la conserve) et Président du CIFOG par alternance, tous les quatre ans, avec André Bizac (conserveur). Il est favorable au système moderne de production, à l'Indication Géographique Protégée (IGP) Sud-Ouest.

---

- Marcel Saint Cricq, Président de la Fédération Nationale des producteurs de Foie Gras, Président du Label Foie Gras du Sud-Ouest. Il milite également pour l'IGP Sud-Ouest, mais son action s'inscrit dans une politique de défense du foie gras en général, avec une attention particulière accordée aux techniques traditionnelles améliorées (gavage au maïs-grain entier, cages individuelles, etc.). La lutte contre le développement des ateliers de gavage de très grande taille constitue un des axes majeurs de son action professionnelle.

**D.P./B.D. — L'évolution en cours offre-t-elle de nouvelles perspectives de développement à la filière, notamment pour la production d'oies ? Quels sont, parmi les acteurs concernés (grands industriels, conserveurs à la ferme, etc.), ceux qui pourraient tirer le meilleur parti de la segmentation du marché ?**

**D.R.P. —** Je ne sais pas trop, mais je pense depuis longtemps que le foie gras devrait être valorisé comme le vin. Tous les foies gras ne sont pas de qualité, tant s'en faut, mais dans le système actuel les bons ne sont pas faciles à repérer. Ils sont noyés dans une multitude de produits, qui affichent le terme "Foie Gras" sur leur étiquette. Ne pourrait-on pas, comme pour le vin, mettre en valeur les produits de haut de gamme et justifier leur prix élevé par des critères précis de qualité, compréhensibles par le consommateur, les autres produits étant banalisés comme ils devraient l'être. C'est sûrement vrai pour le canard, mais plus encore pour l'oie car comment relancer une production coûteuse, mais de qualité, sans justifier cette qualité particulière. Les conserveurs à la ferme peuvent y contribuer parce qu'ils valorisent mieux l'animal que les industriels, mais ils n'ont pas les moyens de diffusion. Les industriels ont l'avantage du volume de production instantané et répétitif (s'il y a véritablement relance) et peuvent commercialiser par les grandes surfaces, mais feront-ils pour autant de la qualité ?

**D.P./B.D. — Il me semble que votre vie professionnelle a été particulièrement variée, comportant à la fois des rapports étroits avec les chercheurs et les milieux professionnels. Quels sont les aspects de votre métier que vous avez le plus apprécié, dont vous gardez les meilleurs souvenirs ?**

**D.R.P. —** C'est précisément ces activités d'ingénieur de synthèse, ingénieur de développement qui m'ont plu. Malheureusement, les gens qui correspondent à ce profil, sont en train de disparaître à l'INRA. Il y a quelques années, F. Grosclaude s'en était inquiété alors qu'on remettait à plat le métier d'ingénieur. Il disait qu'il fallait recréer des profils d'ingénieurs de synthèse, parce que trop d'ingénieurs étaient devenus des scientifiques déguisés. Ces derniers avaient le sentiment qu'ils ne seraient jamais reconnus à l'INRA, s'ils ne se branchaient pas sur un secteur de recherche précis et plutôt pointu. En ce qui me concerne, je ne me suis jamais senti dévalorisé. C'est peut-être un point de vue personnel parce que je ne suis pas très exigeant. Dans la mesure où j'avais l'impression d'avoir intéressé des scientifiques à nos problèmes et d'avoir rendu service à des éleveurs, je considérais que ma mission avait été remplie. On m'a parfois reproché de me disperser, mais cela m'était égal de ne pas être très pointu sur tel ou tel domaine particulier, dans la mesure où j'avais un collaborateur qui l'était. Les deux ingénieurs qui travaillent avec moi se sont plus ou moins spécialisés et sont devenus performants. Maintenant, je fais un peu le sage dans l'équipe, mais je trouve que c'est efficace.

**D.P./B.D. — Quels sont les aspects de votre métier qu'au contraire vous avez le moins aimés ?**

**D.R.P. —** Ce que j'ai le moins aimé, c'est tout ce qui concerne l'administration de la recherche. C'est éprouvant de voir tout le temps qu'on a pu perdre à faire des choses futiles ! Que de lourdeur administrative parfois pour pas grand chose ! Nous sommes souvent confrontés aux pesanteurs bureaucratiques dans la gestion des questions financières. Aujourd'hui, une structure comme la nôtre doit assurer 75 % d'autofinancement pour tourner. Autrefois, cet autofinancement était réalisé grâce à la vente des produits (le foie gras, les oisons, les animaux adultes). On arrivait chaque année à dégager des recettes importantes qu'on faisait budgétiser l'année suivante, ce qui nous permettait d'investir. Nous avons ainsi réussi à nous doter d'un outil expérimental à la hauteur de nos besoins. Mais le budget est monté en charge en permanence depuis les années 80. Aujourd'hui, on ne peut

---

plus assurer cet autofinancement uniquement avec la vente des produits et le soutien de base n'a pas augmenté. Il faut donc trouver d'autres ressources, ce qui implique de réaliser des prestations de service ou de faire appel à des contrats de recherche. Pour ces derniers, il faut absolument avoir l'appui sans faille d'un scientifique compétent pour le sujet considéré. A un moment donné, cela a été très difficile parce que les scientifiques voulaient bien nous aider un peu à rechercher les contrats, mais ils ne souhaitaient pas trop s'engager au-delà. Maintenant cela va mieux. Nous arrivons à avoir davantage de contrats, mais les difficultés administratives auxquelles nous nous heurtons pour arriver à les mettre en œuvre, sont parfois décourageantes. Entre le moment où l'on décide de faire quelque chose et le moment où le contrat nous revient signé, condition indispensable au déblocage de crédits, il peut s'écouler un temps long, très préjudiciable au bon fonctionnement scientifique et financier de l'Unité. C'est vraiment la partie de mon travail que j'ai trouvée personnellement la moins intéressante.

Mais à côté de cela, il y a tout le processus d'élaboration du contrat qui implique un dialogue à la fois avec les professionnels et avec les scientifiques et cette phase là est passionnante. Grâce à ces échanges, nous parvenons souvent à sensibiliser les professionnels à des thèmes assez éloignés, à première vue, de leurs préoccupations premières. Je dois dire que j'aime bien la discussion avec les scientifiques. Nos approches sont souvent complémentaires. Les chercheurs ont leur façon de voir, mais nous arrivons souvent à recadrer les choses dans une optique plus finalisée et tout cela me paraît éminemment constructif. Aujourd'hui, la plupart de nos contrats sont passés avec l'interprofession (le CIFOG, Comité Interprofessionnel du Foie Gras, dont le président est J. Castaing). C'est encourageant pour nous parce que cela veut dire que nos partenaires professionnels ont confiance en nous et ont envie de travailler avec nous. De plus, comme je le disais précédemment, nous arrivons même à faire financer par l'interprofession certains programmes de recherche fondamentale : c'est le cas, cette année, d'une recherche sur le contrôle de l'engraissement des palmipèdes gavés, dans laquelle nous sommes impliqués sous la responsabilité scientifique de Dominique Hermier. Il y a aussi un autre projet sur lequel nous avons déjà obtenu un peu d'argent et pour lequel notre collègue Mohamed Taouis de la SRA de Tours a été pressenti : il s'agit d'essayer de caractériser la leptine chez le canard, la leptine étant un indicateur d'engraissement.

**D.P./B.D. — Je constate que dans votre activité, vous avez dû jouer souvent sur plusieurs tableaux à la fois.**

**D.R.P. —** Pour une structure comme la nôtre, à mon avis, c'est vital. Je pense que les unités expérimentales de cette importance constituent une vitrine de l'INRA pour les professionnels. Cela a été dit et redit ! Aujourd'hui, il est question de toutes les supprimer. Mais si l'INRA doit devenir un institut de recherche dans lequel les professionnels n'auront plus rien à voir, je crains que cette évolution ne soit préjudiciable.

**D.P./B.D. — N'avez-vous pas l'impression que l'INRA va au devant d'une crise d'identité, si ses orientations continuent à être de plus en plus pointues et déconnectées de la réalité ?**

**D.R.P. —** Je pense que c'était une originalité de l'INRA d'être à la charnière entre un institut de recherche vraiment fondamentale et une recherche finalisée, parce que nous avons su développer et faire cohabiter ces deux aspects. Aujourd'hui, certains pensent que la recherche appliquée est dévalorisante et qu'on peut la transférer à d'autres organismes. Il faudrait d'abord s'assurer que ces relais existent réellement, ce qui est loin d'être évident. On entend, par ailleurs toujours ce bruit de fond autour des unités expérimentales, qui se voient reprocher de coûter cher à l'INRA. Il est vrai que ce sont des structures qui mobilisent beaucoup de personnel.

**D.P./B.D. — Combien y a-t-il de personnes, qui travaillent à Artiguères ?**

**D.R.P. —** Nous avons 18 personnes rémunérées sur des postes INRA, dont 3 ingénieurs et 15 techniciens, ainsi qu'un ingénieur mis à disposition par la D.G.E.R. (poste du Ministère de l'Agriculture,

---

Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche). Nous pouvons évidemment mettre en place des équipements pour accompagner la réduction des effectifs. C'est ce que nous avons fait ces dernières années, mais cette politique a forcément des limites car, d'une part, certains investissements coûtent très cher et, d'autre part, on ne peut pas tout automatiser, de par notre vocation expérimentale. Ainsi, en ce moment, je fais installer des chaînes de distribution d'aliments dans les bâtiments les plus importants et les plus modernes (c'est-à-dire ceux qui le permettent). Cet équipement est parfait quand on nourrit à volonté ou lorsqu'on a affaire à une population d'animaux, qui sont tous rationnés de la même manière. Par exemple, quand on fait un contrôle génétique des performances de reproduction, tous les reproducteurs reçoivent la même alimentation et on compte les œufs. L'utilisation de la chaîne de distribution ne nous pose donc aucun problème. Par contre, si l'on veut faire une expérience de nutrition précise sur un nombre d'animaux limité, cela n'est plus possible car ces distributeurs ne sont pas suffisamment précis. En fait, ces équipements sont bien adaptés à de grandes bandes, mais ils sont inadéquats lorsqu'il s'agit d'expérimenter sur de petites bandes. Là on n'a pas le choix, il faut opérer avec un bon seau et une balance.

Tout cela intervient dans un contexte où l'amélioration des outils statistiques permet de travailler sur des effectifs plus réduits. Cette nouvelle donne simplifie les processus expérimentaux, mais en même temps génère de nouvelles exigences, quant à la précision des expérimentations, car on a d'autant moins le droit de se tromper que les effectifs sont plus limités. Nous sommes aujourd'hui dans un système de contradictions qu'il faut gérer au mieux. Pour conclure sur l'avenir des unités expérimentales, en plus de l'argument du coût, on dit parfois que certaines d'entre elles ne servent à rien. Moi, je n'ai jamais douté de l'utilité de la station d'Artiguères, aussi bien pour la recherche que pour la filière des palmipèdes, mais peut-être n'est-ce qu'un sentiment personnel ?

**D.P./B.D. — Compte tenu de votre expérience et de ce que vous connaissez du fonctionnement de l'INRA, quels conseils donneriez-vous à de jeunes ingénieurs qui intègrent aujourd'hui notre maison ?**

**D.R.P.** — Si quelqu'un me remplaçait aujourd'hui, je lui conseillerais d'abord de sortir un peu d'ici et d'aller voir quels sont les problèmes que la filière doit résoudre aujourd'hui. Ce contact avec les professionnels me paraît essentiel dans ce type d'activités. Alors, ensuite, si pour résoudre les questions posées par les acteurs de la filière, il est nécessaire d'aller voir ce qui se passe au niveau de l'organe ou même de la cellule, il faudra bien sûr les faire remonter auprès des scientifiques. J'aurais aussi envie de dire aux jeunes chercheurs qui travaillent à Nouzilly : "Allez donc voir un poulailler de temps en temps. Cela ne serait pas plus mal pour vous que de savoir ce que c'est qu'un poulet". Je crois qu'il y a une absence de curiosité qui est un peu générale. Est-ce un phénomène de génération ? Il y a aujourd'hui chez moi des personnes qui, je suis sûr, n'ont jamais vu le bâtiment le plus au fond de la station. Elles entendent parler quotidiennement des problèmes d'équipement ou d'investissement, des canards, etc., mais bizarrement cela ne leur donne nullement envie, le soir, avant de s'en aller, d'aller faire un petit tour pour voir de quoi on parle.

**D.P./B.D. — Le public peut-il facilement visiter la station d'Artiguères, par exemple, dans le cadre d'opérations "portes ouvertes" ?**

**D.R.P.** — Oui, la station peut être visitée facilement par le public. Toutefois, nous limitons un peu, sinon M. X ou M. Y demanderaient à chaque fois une visite en particulier. Cela s'est fait par le passé, mais maintenant, nous ne l'acceptons que dans des cas très précis, par exemple, pour des personnes qui nous posent un problème particulier. C'est arrivé tout récemment. La société Palmilord, localisée en Vendée (nouvelle région productrice de foie gras avec des éleveurs très entrepreneurs), qui fait preuve d'un dynamisme particulier, vient de racheter deux des principaux conserveurs du Sud-Ouest (Rougié et Bizac). Elle a décidé de relancer la production de foie gras d'oie en France, alors qu'elle était jusqu'à maintenant le premier importateur français. Ce conserveur est très déçu par la qualité des produits qu'il importe, essentiellement de Hongrie (compte tenu de la désorganisation dans laquelle se trouve ce pays aujourd'hui). Il veut aussi s'inscrire dans la dynamique de promotion des produits de qualité (traçabilité, IGP, etc.), qui est mise en œuvre dans notre pays. Ce repli

---

sur la production française ne se fait pas n'importe comment. Il s'opère dans le cadre d'un projet de développement très stratégique qui apparaît particulièrement novateur : faisant fi de tous les préjugés qui traversent la profession par rapport aux traditions, cette société a, en effet, décidé de mettre en place une production d'oisons et d'oies, avec gavage en fin de cycle, en Bretagne et non pas en Dordogne, alors qu'il s'agit d'alimenter des conserveries localisées dans ce dernier département. Pour la filière oie, c'est vraiment un événement. Donc, il y a quelques jours, les responsables ont souhaité nous rendre visite à Artiguères car, à leurs yeux, nous étions les seuls qui puissions leur fournir des informations objectives par rapport à leur projet. Ils pensent notamment qu'avec nous, contrairement à d'autres interlocuteurs (professionnels), le choix qu'ils ont fait d'implanter des élevages d'oies en Bretagne ne constitue pas un obstacle aux échanges d'informations. Nous avons effectivement la même approche de la question et nous avons donc accepté de les recevoir. Il nous arrive aussi de recevoir d'autres personnes, qui nous téléphonent ou nous écrivent en nous disant : "*je veux tout savoir sur la production du foie gras, depuis la sélection jusqu'à la mise en boîte*". Dans ce cas, nous leur répondons que c'est impossible de leur raconter cela par téléphone ou par écrit, mais que nous voulons bien leur consacrer du temps, si elles sont réellement intéressées et prêtes à venir nous voir. En dehors de ces quelques personnes qui nous rendent visite sur la base de demandes très précises, nous accueillons également des groupes d'étudiants (principalement des lycées agricoles) ou d'adultes en formation (centres de formation professionnelle). Pour ce qui est des "*Journées Portes Ouvertes*", nous en avons organisé une lors du cinquantenaire de l'INRA, mais à l'exception de quelques membres des familles de salariés de l'INRA, personne n'est venu car nous sommes vraiment très "*paumés*" dans la campagne. Nous n'avons donc pas renouvelé cette expérience.

**D.P./B.D. — De telles opérations connaissent un grand succès à Versailles et à Jouy-en-Josas. Mais il est vrai qu'à Jouy, certaines personnes sont parfois impressionnées par la vue d'animaux fistulés.**

**D.R.P. —** Ici nous n'en avons pas. A une époque, lorsqu'avec notre collègue Auffray nous réalisions des expérimentations en vue de produire du foie gras sans recourir au gavage, nous avions des oies avec des électrodes sur la tête. Je pense que ce sont des choses à ne pas montrer au grand public et il est vrai que des animaux fistulés peuvent choquer, même s'ils ne souffrent pas.

**D.P./B.D. — Les expérimentations auxquelles vous procédez sur le confinement et le gavage sont-elles compatibles avec la sensibilité écologique, qui se développe à l'heure actuelle ?**

**D.R.P. —** La question pourrait se poser, mais en fait, nous n'y avons jamais été confrontés. Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas eu à refuser l'accès à nos installations à certains groupes de personnes ou à prendre des précautions particulières, n'ayant pas été saisis de demandes de visite de la part d'associations hostiles au gavage. Par contre, nous sommes parfois sollicités par des journalistes, qui souhaitent faire passer dans la presse un article sur nos activités.

**D.P./B.D. — Ne vous a-t-on pas parfois demandé de prendre position sur la question de la souffrance animale ?**

**D.R.P. —** Quand on nous demande de prendre position, nous donnons les résultats de nos travaux. Nous ne pouvons pas communiquer sur ces questions là de manière négative en tenant un discours du genre : "*Tout cela n'est pas vrai, le gavage ne provoque aucun stress sur l'animal*". Nous essayons de présenter les résultats des observations que nous avons pu faire à ce sujet, en décrivant précisément nos expérimentations. Je dois dire que les conclusions des travaux, que nous avons conduits en ce domaine, me paraissent à ce jour plutôt rassurantes. Sur un sujet aussi sensible, il y a bien sûr ce que l'on observe, mais il faut également être attentif à la manière dont on fait passer l'information au grand public, qui raisonne souvent de manière très générale, sans prendre en compte les spécificités de telle ou telle filière. Par exemple, nous avons constaté que l'oie était plus stressée au gavage que le canard. En présentant cette information, il faut veiller à ne pas donner l'image d'une oie intégrée dans un système

---

de production industriel et soumise à des techniques d'alimentation intensives, avec la recherche d'une productivité du travail maximale et au mépris de tous les aspects relatifs au bien-être des animaux. Une telle vision des choses n'aurait pas grand sens car, comme je l'ai déjà expliqué, la production industrielle d'oies est très faible. Toutes ces questions sur la souffrance animale sont donc délicates. Nous essayons de les traiter au mieux, en restant en contact avec l'interprofession.

**D.P./B.D. — Pouvez-vous nous parler des travaux qui avaient été réalisés en collaboration avec notre collègue Auffray en vue d'essayer de produire du foie gras sans gavage. Sur quelles bases scientifiques reposaient-ils ? Pourquoi n'ont-ils pas abouti ?**

**D.R.P.** — Suite à des résultats de recherche sur la régulation de l'appétit chez le porc, des études semblables ont été envisagées chez l'oie. Après avoir identifié les centres régulateurs de la prise d'aliment, Auffray et ses collaborateurs (Bernadette Félix et Jean-Claude Marcilloux) ont pensé que des oies, dont on aurait détruit certains de ces centres nerveux et notamment ceux de la satiété (arrêt de prise d'aliment), pourraient devenir boulimiques et "s'autogaver".

Des expériences ont été réalisées à Artiguères dans ce sens. La destruction de ces centres a été réalisée par voie physique (électrocoagulation qui demande une extrême précision) ou chimique (introduction par trocart d'une substance chimique, la 6-hydroxydopamine avec risque de diffusion et de lésions d'autres centres nerveux).

La réponse des oies était très hétérogène, en moyenne 500 g de foie en 5 semaines avec une variabilité très importante de 300 à 1 500 g, liée à l'état boulimique plus ou moins avéré des animaux. Les causes avancées étaient, soit une destruction imparfaite des centres identifiés, soit l'existence de centres relais "dormants" qui s'activeraient suite à la déficience des premiers et qu'il faudrait à leur tour détruire, soit à d'autres causes restées inexplicables.

De toute manière, la réaction explosive des professionnels de la filière à l'encontre de cette éventuelle technique a suffi à stopper ce programme de recherche, même si au niveau fondamental, les études sur le processus de régulation de la prise d'aliment se sont poursuivies sur d'autres espèces.

**D.P./B.D. — Pourquoi ce programme de recherche a-t-il suscité un tollé de la part des professionnels ?**

**D.R.P.** — Les professionnels ont été pris de panique à l'idée que ces recherches pouvaient ouvrir la voie à un contrôle de la filière par des investisseurs (éventuellement étrangers au monde agricole) disposant de capitaux très importants et à même de développer des structures de production et de transformation de très grande taille.

Ce scénario postulait qu'à partir du moment où les limitations liées au gavage (temps de travail, savoir-faire) cesseraient d'exister, plus rien n'empêcherait alors des investisseurs, à la recherche d'une rentabilité maximale, de développer dans différentes régions des ateliers de grande dimension (gérés par des salariés ou des éleveurs prestataires de service) et les structures de transformation y correspondant.

**D.P./B.D. — Les menaces qui pèsent sur l'avenir du gavage, avec les pressions exercées par les défenseurs des animaux, sont-elles de nature à réactiver ce type de recherche ?**

**D.R.P.** — On pourrait penser que de telles études permettent d'entrevoir une possibilité de produire du foie gras sans recourir au gavage. D'une part, elles sont d'une complexité évidente, d'une application difficile (chirurgie) et d'un coût exorbitant. D'autre part, que pensent les défenseurs des animaux du traitement infligé aux oies ou aux canards dans la mesure où il porte atteinte à leur intégrité d'êtres vivants sensibles ? Je ne pense pas, pour ma part, que la production de foie gras trouve son salut dans cette voie.

**D.P./B.D. — Dans l'exercice de vos fonctions, avez-vous été confrontés à des problèmes d'ordre éthique ?**

---

**D.R.P.** — Avec les journalistes, nous sommes obligés d'être prudents et, en principe, nous interdisons les photos sur le gavage car il y a toujours une façon de présenter les choses qui est choquante, même si parfois c'est involontaire. En fait dans les campagnes de presse contre cette pratique, on nous montre toujours un canard avec l'embuc qui sert au gavage. C'est abuser le lecteur, car ce n'est pas à ce moment-là que l'animal est le plus stressé. La première fois, cela l'embête bien un peu, mais il finit par s'habituer et on n'enregistre plus aucun pic de stress. Malgré notre prudence, il arrive que nous nous fassions avoir. Cela s'est produit il n'y a pas très longtemps. La chaîne "Arte" nous avait sollicité pour un reportage sur le thème : "*Que mangerons-nous demain ?*" Les journalistes et les techniciens avaient passé une journée avec nous et ils avaient voulu filmer le gavage. Je leur avais dit que je n'étais pas d'accord (mais nous savons bien que parfois des photos ou des films peuvent être faits à notre insu) et, surtout, je leur avais demandé de ne pas évoquer cet aspect : je redoutais les risques de dérapage, et en plus, c'était hors sujet par rapport à leur projet qui ne visait pas du tout à dénigrer le gavage. Eh bien !, je n'ai pas dû être suffisamment convaincant, car cette séquence est quand même passée à la télévision.

Je me souviens aussi d'une rencontre avec une journaliste de "*Science et Avenir*". Elle m'avait demandé un rendez-vous et je l'avais reçue très innocemment, discutant longuement avec elle et lui montrant nos animaux et toutes nos installations. J'avais quand même demandé à voir son article, avant qu'elle ne le publie. Elle me l'avait effectivement adressé quelque temps après, avec un petit mot d'accompagnement qui disait en substance : "*Je vous demande de relire l'article, pour voir si je n'ai pas dit des énormités sur le plan technique ou commis des erreurs, mais je n'ai que faire de votre avis sur le fond*". Le texte était en fait articulé autour de l'idée qu'il y avait des gens qui mangeaient du foie gras, alors que d'autres "*crevaient de faim*" au Bangladesh. Tous les ans, les sollicitations des journalistes sur différents aspects de la production du foie gras se font plus nombreuses à l'approche des fêtes de fin d'année

**D.P./B.D.** — **Est-ce que l'élevage de plus en plus concentré des palmipèdes entraîne des phénomènes de pollution, comme par exemple les élevages de porcs ou de volailles en Bretagne ?**

**D.R.P.** — Oui, il y a quelques problèmes, mais nous n'en sommes pas au niveau de pollution de la Bretagne, loin s'en faut. De plus, aujourd'hui, dans notre région, on prend les choses en main par rapport à cette question de l'environnement et les problèmes étant pris en charge suffisamment tôt, ce qui n'a pas été fait par le passé en Bretagne, on devrait parvenir à les maîtriser relativement bien. De toutes façons, il faut préciser, par rapport aux animaux gavés, que même si la taille des ateliers augmente, il n'y a pas les concentrations qui existent au niveau des élevages bretons de poulets ou de porcs, les élevages de canards ou d'oies restant quand même très dispersés.

**D.P./B.D.** — **Pendant très longtemps, votre station n'a relevé que d'un seul département. Par la suite, vous avez travaillé en lien à la fois avec les généticiens et les chercheurs de votre département de tutelle, sous ses appellations successives ("Élevage des Monogastriques" puis "Élevage et Nutrition des Animaux"). Est-ce un avantage ou un inconvénient de dépendre à la fois de deux départements ?**

**D.R.P.** — Sur le plan du fonctionnement de tous les jours, cela n'a aucune incidence parce qu'on ne fonctionne pas avec des départements, mais avec des chercheurs et par conséquent avec des stations de recherche. Par contre, au niveau des moyens attribués à la station, je constate que les crédits nous sont attribués par notre département de tutelle et que je ne vois pas arriver de ressources complémentaires en provenance du département de Génétique Animale, sauf vraiment cas exceptionnel. Cela veut dire que sur la part de notre budget qui est assurée par l'INRA, c'est le département "Élevage et Nutrition des Animaux" (ENA), qui nous apporte la totalité de nos moyens, alors qu'une partie de ceux-ci sont utilisés pour réaliser des expérimentations pour des collègues de "Génétique Animale". Je l'ai déjà dit à plusieurs reprises et on me rétorque que, de toutes façons, c'est de l'argent de l'INRA. C'est exact, mais il reste que lorsque le département ENA reçoit sa dotation budgétaire, je ne suis pas sûr que les activités que nous réalisons en liaison avec les généticiens soient prises en compte quelque part.

---

**D.P./B.D. — Dans ces discussions, il faut peut-être aussi prendre en compte les évolutions qui se sont produites dans la comptabilité et les usages qu'on en fait. Au début de votre carrière, il existait une comptabilité un peu globale, alors que maintenant on en arrive à une comptabilité plus analytique qui décortique les choses opération par opération.**

**D.R.P. —** C'est souvent difficile d'individualiser les choses de manière très fine. Dans notre domaine, il faut tenir compte du fait que les programmes de génétique permettent de fournir tous les cheptels expérimentaux des autres programmes. Cela signifie que nos collègues nutritionnistes achètent à "la Génétique" des oiseaux qu'ils devraient se procurer à l'extérieur, s'il n'y avait pas autofourniture. J'avais essayé une fois, à la demande de Philippe Evrard, de faire la part des coûts, mais on arrive à des choses qui sont parfois tellement bizarres que cela crée beaucoup d'animosité entre les partenaires. Il n'est pas évident de dire aux généticiens : *"vous avez vu ce que nous coûte votre programme par rapport à d'autres !"* Je l'avais fait une fois et je l'avais même présenté en CSU, mais dans l'assemblée cette mise au point n'avait pas du tout été appréciée. En plus, il me semble qu'il faille relativiser toutes ces discussions internes sur les questions budgétaires car nous ne coûtons pas très cher à l'INRA (en dehors du personnel évidemment) : à Artiguères, nous avons un soutien de programme de 350 000 F pour un budget total de 1 million et demi de francs, c'est donc nous qui faisons rentrer l'essentiel de nos ressources budgétaires.

**D.P./B.D. — Votre nom figure-t-il sur toutes les publications relatives aux travaux auxquels vous avez participé ?**

**D.R.P. —** Il n'y a pas de problème, mon nom y figure, ainsi que celui de mes collègues ingénieurs. De toutes façons, maintenant, il y a pas mal de publications, qui sont écrites par mes deux jeunes collègues et où les scientifiques deviennent cosignataires. Dans ce domaine, il y a eu une importante évolution parce que moi j'ai connu une époque où le scientifique apparaissait souvent comme l'auteur principal, même s'il n'avait pas écrit une seule ligne du texte. Maintenant, *"on rend à César ce qui appartient à César"* et les choses se font en partenariat.

**D.P./B.D. — Y a-t-il des publications où vous figurez comme premier auteur ?**

**D.R.P. —** Oui, il y en a eu quelques-unes. Maintenant, c'est différent parce que je n'écris plus beaucoup, mais mes deux collègues ont pas mal de publications dans lesquelles ils sont premier auteur. Cela me paraît tout à fait normal dans la mesure où ils assurent l'ensemble des tâches de la recherche jusqu'à la publication, même s'ils ont besoin à certains moments de l'appui d'un scientifique pour résoudre telle ou telle question qu'ils peuvent se poser.

De ce côté-là, on n'a vraiment pas de problèmes relationnels aujourd'hui avec nos collègues scientifiques, à partir du moment où ils sont intéressés. Il est vrai que nous avons parfois des difficultés à impliquer certains d'entre eux dans nos programmes parce qu'ils considèrent qu'ils n'ont pas le temps ou que cela va les disperser. La notion de dispersion est toute relative. Elle dépend beaucoup des individus. Dans ce type de "négociation", finalement tout se joue au niveau des relations humaines entre les individus.

**D.P./B.D. — Mais la direction peut définir des thèmes prioritaires ?**

**D.R.P. —** Elle le fait effectivement et dans une structure comme la nôtre, nous allons rentrer dans les thèmes prioritaires (maîtrise de la reproduction des animaux domestiques, qualité des produits, etc), mais après, pour constituer des collectifs de travail, cela tient beaucoup aux relations entre les individus. Il y a des personnes et des labos, qui sont capables de travailler ensemble alors que d'autres ne le sont pas. De ce côté-là, je regrette que l'INRA n'ait pas plus d'autorité. Son action se limite souvent à couper les vivres à ceux qui se marginalisent par rapport aux programmes prioritaires. En ce moment, on parle beaucoup de réformes, de recomposition des structures, etc.

---

Personnellement, je ne suis pas certain qu'à force de grossir les structures, on les rende plus opérationnelles. Il y a un effet de mode. Cela a d'abord touché les départements et, maintenant, ce sont les unités de recherches qui sont concernées. Quand les deux départements qui ont donné naissance à ENA ont été fusionnés, on s'est aperçu qu'ils étaient structurés très différemment. Au département "Élevage des monogastriques", il y avait deux grosses unités de recherches : la Station de Recherches Avicoles de Tours et la Station de Recherches Porcines de Rennes, chacune ayant de nombreuses équipes, mais un seul chef de service par station. À côté de cela, il y avait la Station de Recherches Cunicoles de Toulouse, qui est beaucoup plus petite, puis deux stations expérimentales comme la nôtre et enfin le domaine du Magneraud. Par rapport à ce nombre d'unités limité, la situation était très différente au département "Élevage et Nutrition des Herbivores", qui, au contraire, comptait un grand nombre d'unités, souvent très petites, mais avec, à la tête de chacune d'elles, un chef de service. La première critique, qui a été adressée au nouveau chef de département, est que les gens de la Station de Recherches Avicoles et de la Station de Recherches Porcines s'estimaient sous-représentés dans les différents conseils de département, par rapport à leurs collègues qui venaient du secteur des herbivores. On a beaucoup discuté autour de cela pour faire émerger un projet consistant à regrouper un certain nombre d'unités de l'ancien département "Élevage et Nutrition des Herbivores" pour faire deux grandes unités, voire une seule. Est-ce que ce sera plus efficace ?

**D.P./B.D. — Y a-t-il des brevets ou des licences qui sont sortis d'Artiguères ?**

**D.R.P.** — Non, nous n'avons jamais déposé de brevet. Les techniques que nous avons mises au point à Artiguères sont toujours passées du producteur au consommateur. Par exemple, nous avons mis au point une durée courte de gavage, chez l'oie. Elle s'étale sur 12 à 13 jours, au lieu de 21 ou 22 jours chez certains producteurs, qui ont déjà beaucoup raccourci cette période et jusqu'à 40 jours chez les autres. Notre technique repose sur une phase de préparation au gavage avec une conduite alimentaire spécifique, qui incite l'animal à s'auto-gaver. Cette technique, qui a maintenant été adoptée par les producteurs à la pointe du progrès n'a pas fait l'objet d'un brevet. Peut-être parce qu'elle n'était pas brevetable ?

**D.P./B.D. — Que s'est-il passé au niveau des souches ?**

**D.R.P.** — Les souches ont été vendues à un sélectionneur dans le cadre d'une convention. Il est clairement écrit dans celle-ci que les souches ont été obtenues par l'INRA et vendues à tel sélectionneur. Ce dernier doit normalement rappeler leur origine. Ensuite, il respecte la convention ou il ne la respecte pas...

**D.P./B.D. — Vous avez assisté à de grandes innovations dans le domaine de l'oie et du canard. Est-ce que ces innovations ont demandé des temps différents pour se diffuser dans le monde agricole environnant ?**

**D.R.P.** — Je pense que c'est un peu dans la logique des choses. Tant que l'activité est rémunératrice, il n'y a aucune demande (ou très peu) au niveau des techniques d'élevage au sens large (alimentation, reproduction, etc). Par contre, au moment où les marges commencent à se réduire, les producteurs font une pression terrible pour qu'on leur apporte très rapidement des améliorations techniques leur permettant de consolider leur revenu. Je peux donner l'exemple de la reproduction de l'oie. Nous avons mis au point, à Artiguères, une technique de conditionnement des oies reproductrices pour avoir des oisons quand on veut, en allongeant la durée des périodes de ponte. Nous avons dû diffuser les premières informations sur le sujet dans les années 70 et c'est seulement aujourd'hui que certains éleveurs commencent à penser qu'ils doivent mettre en œuvre ces techniques, s'ils veulent arriver à s'en sortir avec des oies.

Il y a cependant des innovations qui échappent à cette règle. Il s'agit des aspects relatifs à la mécanisation des techniques. Là, les producteurs sont très réactifs. Ainsi, le jour où une entreprise a mis

---

sur le marché une machine hydraulique qui permettait de gaver 500 canards à l'heure, alors que la performance du matériel précédent se limitait à 150 animaux, dans les 6 mois qui ont suivi, notre industriel a réussi à en vendre une quantité astronomique. Tout le monde s'est lancé tête baissée sur cette technologie de pointe sans la maîtriser et, c'est après coup, qu'on est venu nous voir en catastrophe pour nous dire : "qu'est-ce qui se passe ? les oies et les canards se mettent à crever !". Dans ce cas, il n'avait pas fallu longtemps pour qu'une technique soit adoptée assez largement !

**D.P./B.D. — Quels étaient les problèmes posés par cette nouvelle technologie ?**

**D.R.P. —** La machine à gaver est arrivée sur le terrain, avant même qu'on ait acquis la maîtrise de son utilisation. Le principe était séduisant, mais on avait simplement oublié que les oiseaux n'étaient pas faits pour manger de la bouillie. Ils ne sont pas constitués pour cela. Ils ont un gésier qui est fait pour triturer quelque chose (des grains, des insectes, etc...). En plus de ce rôle de moulin, le gésier régule du même coup le transit du bol alimentaire. S'il n'est plus sollicité, tout passe très vite et avec des bouillies peu homogènes qui se "*démélangent*" comme on dit, c'est l'accident : dans le tube digestif, l'eau est évacuée à toute vitesse, mais la matière sèche reste. Il se produit une occlusion intestinale qui entraîne la mort de l'animal.

Pour éviter ces accidents, on a mis des adjuvants dans la bouillie pour qu'elle reste bien mélangée. Cela a permis d'éviter les pertes d'animaux, mais on a découvert par la suite un autre effet pervers de l'utilisation des bouillies qui, en continuant à passer très vite dans le tube digestif, diminuait le temps de contact avec la muqueuse intestinale ce qui réduisait beaucoup l'efficacité alimentaire des repas.

L'évocation de ces problèmes m'amène à un retour en arrière par rapport à certaines idées que nous avons émises, il y a maintenant plus de 30 ans. A l'époque, nous pensions, en effet, qu'on pouvait envisager de gaver les palmipèdes avec de la pâtée plutôt qu'avec du grain. Cette idée s'inscrivait dans le cadre d'une réflexion sur les régimes de gavage. Nous étions partis du constat que le maïs était pauvre en protéines et qu'il convenait d'améliorer l'alimentation distribuée aux animaux dans ce domaine. Or, l'apport de protéines supplémentaires n'était pas facile avec du maïs-grain alors qu'on pouvait aisément les incorporer dans une bouillie. L'ajout de ces éléments nutritifs pouvait avoir un effet bénéfique sur la qualité technologique des foies par action sur les membranes. A l'époque, lorsque nous avançons ces idées, nous apparaissions comme des "*rigolos*" et personne ne voulait mettre en place ces techniques. Nous avons donc plus ou moins laissé tomber. Finalement, 30 ans après, c'est un industriel qui a repris l'idée de la bouillie et il a vendu sa machine, avant même que les gens ne sachent s'en servir.

**D.P./B.D. — Cette machine a-t-elle été abandonnée, compte tenu des dégâts qu'elle avait causés ?**

**D.R.P. —** Non, la machine n'a pas été abandonnée, mais des producteurs ont "essuyé les plâtres". En fait, il y a eu une mobilisation extrêmement rapide pour essayer d'apporter des solutions aux problèmes, qui étaient posés. Nous y avons travaillé pendant quelque temps à Artiguères. A partir du moment où nous avons compris ce qui se passait dans l'organisme de l'animal avec cette nouvelle technique de gavage, il n'a pas été trop difficile de trouver des biais et nous avons pu faire assez rapidement des propositions. En fait, il fallait resolliciter le gésier pour qu'il fonctionne (d'ailleurs à l'autopsie des animaux morts, on voyait des gésiers complètement atrophiés, les muscles ne travaillant plus). Il a donc fallu travailler sur la façon de faire les bouillies. Nous n'avons pas été les seuls à procéder à des expérimentations en ce domaine. Nos collègues de l'AGPM pour les canards et de Coulaures pour les oies se sont également beaucoup investis. L'idéal aurait été de faire les bouillies avec des farines pas trop fines pour qu'il y ait des éléments qui sollicitent le gésier, mais moins les farines sont fines, moins elles sont stables. Finalement, nous avons réussi à obtenir un aliment satisfaisant fabriqué à partir de farine et de grain entier. L'industriel qui avait mis au point cette machine très performante a été très attentif à nos travaux et il a pu apporter des modifications à son matériel, afin qu'il puisse intégrer l'apport de grain dans les bouillies. Le problème a donc été réglé assez vite (nous avons dû tâtonner pendant un à deux ans). Pour revenir à votre question sur la diffusion plus ou moins rapide des techniques, quand je repense au développement de cette machine, en dépit des difficultés qu'elle a eues dans sa configuration

---

initiale, je ne peux m'empêcher de comparer cet exemple à ce qui se passe dans le domaine de la reproduction des oies. Là, malgré les avancées importantes réalisées par l'INRA depuis longtemps déjà, nous nous trouvons en face d'un système traditionnel qui est appelé inéluctablement à disparaître, s'il n'y a pas de réactions rapides des éleveurs pour le moderniser. Récemment encore, nous avons été confrontés à cette situation. Ma collègue, Nadine Sellier, a été invitée par des accoueurs d'oies en Dordogne. Les accoueurs d'oies n'ont rien à voir avec les accoueurs des autres espèces (même ceux des canards) qui sont de vrais professionnels et en ont fait leur spécialité. Pour les oies, il s'agit pour l'essentiel de "petits bricoleurs", qui se sont improvisés accoueurs. Je me souviens que nous étions déjà allés dans cette région avec Nadine Sellier, il y a cinq ou six ans, et cette fois je lui ai dit : "vous pouvez y aller seule, vous allez vous débrouiller !" Elle était un peu anxieuse, se demandant bien ce qu'elle allait pouvoir leur apporter de plus par rapport à ce qu'elle leur avait déjà dit. Je l'ai rassurée en lui disant : "Ne vous cassez pas la tête. Vous allez leur répéter ce que je leur avais déjà dit, il y a 20 ans !" C'est effectivement ce qui s'est passé. Elle s'est limitée à leur dire des choses élémentaires. Aujourd'hui, nous pouvons leur proposer des conduites alimentaires ou des programmes lumineux très pointus, mais s'ils ne disposent pas d'un bâtiment pour faire de l'obscurité, ce n'est évidemment pas la peine de préconiser de telles solutions.

**D.P./B.D. — Y a-t-il des études que vous auriez aimé développer davantage ?**

**D.R.P.** — Ce que je me dis aujourd'hui, c'est que si Artiguères avait fonctionné correctement dès le départ, nous aurions pris une avance telle que nous aurions évité la création sur le terrain de petites stations expérimentales appliquées, en raison de nos carences par rapport à certaines questions posées par les professionnels.

Je veux parler de la station mise en place par l'AGPM pour les canards, L'INRA est excusable, dans la mesure où nous ne nous occupions pas vraiment des canards. La situation est différente pour l'unité expérimentale, qui a été créée à Coulaures pour les oies. Nous étions hostiles à son ouverture, en partant du principe qu'il valait mieux concentrer les moyens sur le site d'Artiguères, qui disposait déjà d'installations et nous avions le soutien de certains industriels. L'unité expérimentale de Coulaures a quand même été mise en place, parce que les politiques, aussi bien régionaux que départementaux, voulaient absolument se doter de cet outil (c'est un peu le revers de la médaille de la décentralisation). En même temps, je pense que si nous avions été plus à même de proposer, à cette époque, des améliorations techniques au plan de l'élevage des oies et de leur préparation au gavage, nous aurions peut-être pu éviter cette implantation.

Si l'on reprend l'histoire d'Artiguères, je crois qu'au début nous avons très vite résolu beaucoup de problèmes. La maladie qui a touché notre cheptel a sans doute contribué à accélérer les choses. A cette époque, nous avons dû prendre des mesures draconiennes pour maîtriser cette épidémie et cela nous a amenés à progresser à la fois sur des aspects de pathologie (comité de virologie, vaccins, etc) et sur les techniques d'élevage (par exemple au niveau des normes de chauffage). Nous avons également travaillé sur les problèmes de parasitisme, qui étaient mal maîtrisés avec la mise en place de l'élevage des oies sur caillebotis. Il y a donc eu, pendant une dizaine d'années, des choses qui ont marqué et puis, ensuite, est arrivé le creux des années 70 où tout est parti à la débâcle du fait des problèmes que j'ai évoqués tout à l'heure : les scientifiques ne venaient plus à Artiguères, nous avions le sentiment de ne plus avancer etc. ... A partir du début des années 80, nous avons pu remettre les choses en marche, mais cela n'a pas été facile car, sur le terrain, les professionnels s'impatientaient. J'ai évidemment beaucoup de regrets par rapport à cette période 1970-1980 où il est sûr que nous avons vraiment marqué le pas.

**D.P./B.D. — Quand vous serez à la retraite, qu'allez-vous faire ? Retournerez-vous dans votre Jura natal ? Continuerez-vous à avoir des activités en rapport avec votre parcours professionnel ?**

**D.R.P.** — Je ne retournerai pas dans le Jura parce que je n'y ai plus beaucoup d'attaches. Je resterai dans cette région des Landes que j'aime bien (en particulier pour son climat) et où vivent également mes enfants.

---

Je compte rester en relation avec mes collègues d'Artiguères, mais juste pour me tenir un peu au courant de ce qui s'y fera. Il n'est pas question que j'aie leur donner des conseils. Cela n'est pas dans mon tempérament. Je considère que j'ai fait mon temps et que c'est très bien ainsi.

## Notes

- (1) On notera au passage que la production israélienne de foie gras stagne à un certain niveau depuis plusieurs décennies. Elle non plus n'évolue plus.
- (2) Pour le foie gras de canard, la part de matière première importée est très faible.
- (3) La maladie de D. Derszy, du nom du virologue hongrois qui avait trouvé le premier le virus (après coup Sheller en Allemagne a également revendiqué cette découverte), décime aussi les canards de Barbarie quand on ne les vaccine pas.
- (4) Jean-Claude Blum a pris sa retraite il y a trois ans. Nous le connaissions bien en tant que chercheur car ce physiologiste de la nutrition de la SRA de Tours avait beaucoup travaillé sur le foie gras.
- (5) Depuis 4 ans, nous faisons partie du Département "Élevage et Nutrition des Animaux", qui résulte de la fusion des deux départements : "Élevage des Monogastriques" et "Élevage et Nutrition des Herbivores".
- (6) Au moment de la titularisation, tous les 2B ont été basculés dans le corps des techniciens de recherche et puis suite à un concours, une partie de ces techniciens a pu accéder au corps des assistants-ingénieurs. Ces derniers étaient de fait des TR un peu supérieurs à la moyenne, mais le statut de ce corps intermédiaire reste mal défini, ce qui pose des problèmes à la fois à l'administration et aux agents (par rapport à leur déroulement de carrière)
- (7) A Taiwan, le canard mulard est produit pour la chair. On n'a donc pas le même mulard que chez nous pour le gavage mais c'est le même type de croisement. Ce sont les lignées parentales utilisées dans le croisement qui sont différentes.
- (8) Des chercheurs continuent de travailler sur cette question et on enregistre quelques améliorations.
- (9) Il y a quand même aujourd'hui certains industriels qui essaient de faire rentrer l'oie dans les mêmes principes d'organisation.
- (10) Rouvier va à Taiwan une fois par an. Les collaborations qu'il avait initialement développées autour du canard ont été élargies depuis lors à bien d'autres productions.
- (11) Le magret est le filet du canard gavé.
- (12) Le gouvernement polonais a décidé d'interdire le gavage à partir du 1er janvier 1999. Cette décision a été prise alors qu'on s'attendait à un redémarrage (compte tenu du dynamisme de l'économie polonaise ces dernières années) de la production de foie gras qui avait connu un développement non négligeable par le passé (la Pologne en exportait) et qui avait dû être quasiment abandonnée, le pays n'ayant plus les moyens de se procurer du maïs de qualité pour gaver.
- (13) Même si l'on utilise le même terme la production du mulard n'a rien à voir avec les croisements dont on parle en aviculture chez la poule et la dinde où il s'agit de la reproduction d'animaux appartenant à la même espèce mais de races différentes.
- (14) De nos jours, il arrive qu'on recrute des adjoints techniques qui ont un BTS (Bac + 2) en poche ou des techniciens titulaires d'un diplôme de niveau Bac + 3.
- (15) B. Sauveur nous servait également de point d'appui par rapport à la question du photopériodisme. Lorsqu'il a été appelé à d'autres fonctions, nous avons dû nous débrouiller tout seuls. Heureusement, nous avons quand même pu acquérir quelques connaissances en travaillant avec lui, et cela nous a été bien utile pour poursuivre certains programmes.
- (16) De manière générale, nos chefs de département ont toujours été assez attentifs à nos problèmes. F. Grosclaude, Directeur Scientifique des Productions Animales, est venu à plusieurs reprises à une époque où nous avions des problèmes de financement. Il voulait se rendre compte. Nous avons eu également la visite de Philippe Évrard, l'actuel directeur des affaires financières de l'INRA.
- (17) L'élevage extensif de l'oie pour la chair est pratiquée dans les pays d'Europe Centrale et Orientale et en Chine. En France, l'élevage de l'oie à gaver est semi-extensif dans la mesure où les animaux sont élevés en plein air sur parcours plus ou moins herbeux, mais la base de leur alimentation est plutôt l'aliment complet. L'élevage extensif de l'oie pourrait se développer dans des régions disposant de grandes surfaces de bonnes prairies disponibles car l'herbe de qualité est, à ce moment là, la base de l'alimentation de l'oie au delà de 8 à 10 semaines. Il pourrait intéresser une production très traditionnelle qui implique le gavage à un âge tardif (16 ou 20 semaines) d'oies nées naturellement au printemps à une époque (avril, mai) où la commercialisation vers les "circuits organisés" ne marche pas (car ils ne gavent pas l'été). Nous avons tenté, sans succès, de lancer cette idée dans les vallées Pyrénéennes et en Mayenne.
- (18) En amont du gavage, d'autres facteurs concourent également à accroître la différence de coût de production entre le canard et l'oie : moindre prolificité de l'oie, durée d'élevage et consommation alimentaire supérieures à celle du canard.

## Curriculum vitae    sommaire

### **Carrière administrative :**

- Janvier 1962 : Recruté à la Station d'Artiguères par la Confédération Française de l'Aviculture comme Ingénieur chargé de la Vulgarisation.
- Décembre 1963 : Recruté à l'I.N.R.A. à la Station Expérimentale de l'Oie "Artiguères", comme Agent Contractuel Technique 3 A.
- Janvier 1974 : Reclassement en catégorie 2 A au titre des diplômes.
- Janvier 1984 : Titularisé Ingénieur de Recherche 2ème classe.
- Janvier 1986 : Ingénieur de Recherche 1ère classe.
- Janvier 1994 : Ingénieur de Recherche hors-classe.
- Avril 2000 : Départ à la retraite.

### **Responsabilités techniques, scientifiques et administratives :**

#### **à l'INRA**

- 1963-1979 : Responsable de l'activité expérimentale de la Station d'Artiguères sous la Direction de G. Monachon.
- 25 septembre 1979 : Nommé Directeur de la Station, responsable d'un effectif de 19 personnes et d'un budget de 1,6 MF autofinancé à 83 %.
- Membre du Conseil Scientifique et de Gestion du Département "Élevage et Nutrition des Animaux" et du Conseil Scientifique du Centre de Recherches INRA de Bordeaux.

#### **à l'extérieur**

- Président du Comité Scientifique National des Palmipèdes à Foie Gras.
- Membre de la Commission Recherche et Développement du CIFOG (Comité Interprofessionnel du Foie Gras).